



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية . قوانين . أوامر ومراسيم
قرارات مقررات . منشير . إعلانات وملاغات

	ALGERIE		ETRANGER	DIRECTION ET REDACTION : SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT Abonnements et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9, et 13, Av. A. Benbarek - ALGER Tél : 65-18-15 à 17 - C.C.P. 3200-50 ALGER
	6 mois	1 an	1 an	
Edition originale	30 DA	50 DA	80 DA	
Edition originale. et sa traduction	70 DA	100 DA	150 DA (frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 1 dinar : Edition originale et sa traduction, le numéro : 2 dinars. — Numéro des années antérieures 1,50 dinar. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamation. Changement d'adresse : ajouter 1,50 dinar. Tarif des insertions : 15 dinars la ligne.

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRE, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES
(TRADUCTION FRANÇAISE)

SOMMAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret n° 83-719 du 10 décembre 1983 relatif à la ratification de protocoles portant prorogations de l'accord international sur le blé de 1971, p. 3017.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DES FINANCES

Décret n° 83-720 du 10 décembre 1983 modifiant et complétant la liste des emplois ouvrant droit à la concession de logement par nécessité absolue de service ou par utilité de service, p. 3018.

SOMMAIRE (suite)

Décret n° 83-721 du 10 décembre 1983 portant allègement des procédures de contrôle préalable des dépenses publiques d'équipement, p. 3021.

Décret n° 83-722 du 10 décembre 1983 portant modification du décret n° 68-243 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs du trésor, p. 3021.

Décret n° 83-723 du 10 décembre 1983 portant virement d'un crédit au sein du budget de l'Etat, p. 3022.

Arrêté interministériel du 13 juin 1983 fixant, au profit du commissariat aux énergies nouvelles, les modalités d'application de l'article 73 de la loi n° 79-09 du 31 décembre 1979 portant loi de finances pour 1980 exonérant certains instruments, appareils scientifiques et techniques de laboratoires, produits chimiques et composants électroniques, destinés à l'enseignement et à la recherche scientifique, p. 3025.

Arrêté du 19 septembre 1983 portant création d'un bureau de douanes à Oum Teboul (wilaya de Annaba), p. 3046.

Arrêté du 19 septembre 1983 portant création d'un bureau de douanes à Oum Teboul, p. 3046.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté du 4 octobre 1983 portant agrément de l'association dénommée « Fédération algérienne de volley-ball », p. 3046.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA REVOLUTION AGRAIRE

Décret n° 83-724 du 10 décembre 1983 fixant les modalités d'application de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accèsion à la propriété foncière agricole, p. 3046.

MINISTERE DES TRANSPORTS
ET DE LA PECHE

Arrêté interministériel du 1er décembre 1983 portant organisation et ouverture d'un concours, sur épreuves, pour l'accès au corps des examinateurs des permis de conduire au ministère des transports et de la pêche, p. 3049.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution de l'entreprise publique des transports de voyageurs de l'Est (T.V.E.) à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.), p. 3051.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution de l'entreprise publique des transports de voyageurs du Sud-Est (T.V.S.E.) à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.), p. 3051.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution de l'entreprise publique des transports de voyageurs de l'Ouest (T.V.O.) à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.), p. 3051.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution de l'entreprise publique des transports de voyageurs du Sud-Ouest (T.V.S.O.) à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.), p. 3051.

MINISTERE DU TRAVAIL

Arrêté du 26 octobre 1983 fixant les caractéristiques du permis de travail et de l'autorisation du travail temporaire délivrés aux travailleurs étrangers, p. 3052.

MINISTERE DE L'HABITAT
ET DE L'URBANISME

Arrêté interministériel du 15 septembre 1983 portant organisation et ouverture d'un concours, sur épreuves, pour l'accès au corps des agents d'administration au ministère de l'habitat et de l'urbanisme, p. 3055.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture d'Ech Cheliff (B.E.A.-Cheliff) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3057.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Béjaïa (B.E.A.-Béjaïa) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3057.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Blida (B.E.A.-Blida) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3057.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Sétif (B.E.A.-Sétif) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3058.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Annaba (B.E.A.-Annaba) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3058.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture d'Oran (B.E.A.-Oran) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3058.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture d'Oum El Bouaghi (B.E.A.-Oum El Bouaghi) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3059.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Batna (B.E.A.-Batna) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3059.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Ouargla (B.E.A.-Ouargla) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3059.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Saïda

SOMMAIRE (suite)

(B.E.A.-Salda) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3060.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Djelfa (B.E.A.-Djelfa) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3060.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études techniques et d'architecture de Mascara (E.T.A.-Mascara) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3060.

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études de restauration et de préservation des quartiers anciens (B.E.R.E.P.) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), p. 3061.

MINISTERE DU COMMERCE

Décret n° 83-258 du 16 avril 1983 relatif au registre du commerce (rectificatif), p. 3061.

Décret n° 83-319 du 7 mai 1983 relatif à l'utilisation des effets de commerce dans les relations commerciales entre opérateurs publics (rectificatif), p. 3061.

Décret n° 83-725 du 10 décembre 1983 relatif au transfert à l'entreprise de distribution « les galeries d'Alger » (E.D.G. d'Alger) des structures moyens, biens, activités et personnels détenus ou gérés par la société nationale « les nouvelles galeries algériennes » (S.N.N.G.A.), p. 3061.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté interministériel du 1er septembre 1983 relatif à l'uniformisation du *cursus* de formation des ingénieurs des travaux publics, p. 3062.

MINISTERE DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

Décret n° 83-572 du 15 octobre 1983 portant organisation et sanction de la formation professionnelle dispensée par les centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (rectificatif), p. 3063.

MINISTERE DE LA CULTURE

Décret n° 83-726 du 10 décembre 1983 portant création d'un corps de conservateurs chargés de recherches des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées, p. 3063.

Décret n° 83-727 du 10 décembre 1983 portant création d'un corps d'attachés de recherches, des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées, p. 3064.

Décret n° 83-728 du 10 décembre 1983 portant création d'un corps d'assistants de recherches, des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées, p. 3064.

Décret n° 83-729 du 10 décembre 1983 portant création d'un corps d'agents techniques des bibliothèques, archives, centres de documentation, musées et sites historiques, p. 3064.

Décret n° 83-730 du 10 décembre 1983 portant création d'un corps d'aides techniques des bibliothèques, archives, centres de documentation, musées et sites historiques, p. 3065.

SECRETARIAT D'ETAT AUX FORETS
ET A LA MISE EN VALEUR DES TERRES

Décret n° 83-731 du 10 décembre 1983 modifiant le décret n° 81-318 du 28 novembre 1981 portant création du parc zoologique et des loisirs d'Alger, p. 3065.

SECRETARIAT D'ETAT A L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET TECHNIQUE

Arrêté du 10 octobre 1983 portant création d'annexes du centre national d'enseignement généralisé par correspondance, radiodiffusion et télévision auprès de directions de l'éducation de wilaya, p. 3068.

SECRETARIAT D'ETAT A LA FONCTION
PUBLIQUE ET A LA REFORME ADMINISTRATIVE

Arrêtés des 20 février, 12 et 29 mars, 4, 5, 7, 12, 13, 16, 18, 19, 23, 25, 27 et 30 avril et 25 juin 1983 portant mouvement dans le corps des administrateurs, p. 3068.

COUR DES COMPTES

Décision du 6 septembre 1983 portant organisation et ouverture d'un examen professionnel pour le recrutement de vérificateurs financiers à la Cour des comptes, p. 3073.

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret n° 83-719 du 10 décembre 1983 relatif à la ratification de protocoles portant prorogations de l'accord international sur le blé de 1971.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution et notamment son article 111-17° ;

Vu l'ordonnance n° 73-5 du 28 février 1973 portant adhésion de l'Algérie à l'accord international sur le blé de 1971 ;

Vu les protocoles portant nouvelle prorogation de la convention sur le commerce de blé et de la convention relative à l'aide alimentaire constituant l'accord international sur le blé de 1971 ;

Vu les protocoles de 1978 portant quatrième prorogation de la convention sur le commerce du blé et de la convention relative à l'aide alimentaire constituant l'accord international sur le blé de 1971 ;

Vu les protocoles de 1979 portant cinquième prorogation de la convention sur le commerce du blé et de la convention relative à l'aide alimentaire constituant l'accord international sur le blé de 1971

Vu les protocoles de 1981 portant sixième prorogation de la convention sur le commerce du blé de 1971 et portant première prorogation de la convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'accord international sur le blé ;

Vu les protocoles de 1983 portant nouvelle prorogation de la convention sur le commerce du blé de 1971 et de la convention relative à l'aide alimen-

taire de 1980 constituant l'accord international sur le blé de 1971 ;

Considérant qu'en vertu des dispositions constitutionnelles, la ratification d'accord, objet de l'ordonnance n° 73-5 du 20 février 1973 précitée, ressortit au domaine réglementaire ;

Décrète :

Article 1er. — Sont ratifiés les protocoles susvisés portant prorogations de l'accord international sur le blé de 1971.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DES FINANCES

Décret n° 83-720 du 10 décembre 1983 modifiant et complétant la liste des emplois ouvrant droit à la concession de logement par nécessité absolue de service ou par utilité de service.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1988 relative au statut général du travailleur et notamment son article 185 ;

Vu la loi n° 81-01 du 7 février 1981 portant cession des biens immobiliers à usage d'habitation, professionnel, commercial ou artisanal de l'Etat, des collectivités locales, des offices de promotion et de gestion immobilière et des entreprises, établissements et organismes publics ;

Vu le décret n° 66-137 du 2 juin 1966, modifié et complété, instituant les échelles de rémunération des corps des fonctionnaires et organisant les carrières de ces fonctionnaires ;

Vu le décret n° 81-96 du 16 mai 1981, complété par le décret n° 81-330 du 12 décembre 1981 relatif aux concessions de logement dans les immeubles appartenant ou détenus en jouissance par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics et entreprises socialistes en dépendant et notamment l'article 10 ;

Vu le décret n° 82-415 du 4 décembre 1982 fixant la liste des emplois ouvrant droit à la concession de logement par nécessité absolue de service ou par utilité de service ;

Décrète :

Article 1er. — Les listes des emplois ouvrant droit à la concession de logement par nécessité absolue de service et par utilité de service, dans les immeubles

appartenant ou détenus en jouissance par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics et entreprises socialistes en dépendant, figurant en annexe du décret n° 82-415 du 4 décembre 1982 susvisé, sont abrogées et remplacées par celles annexées au présent décret.

Art. 2. — Les dispositions du décret n° 81-330 du 12 décembre 1981 susvisé sont abrogées.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983

Chadli BENDJEDID.

A N N E X E « A »

CONCESSION DE LOGEMENT ACCORDEE PAR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE

I. - Dispositions communes :

a) membres du Gouvernement et titulaires de fonctions assimilées :

— secrétaires généraux des départements ministériels.

b) établissements de formation d'éducation, de la culture, de santé, des affaires sociales et de la jeunesse et des sports :

— responsables d'établissement (directeur, directeur adjoint, chef d'établissement),

— responsables pédagogiques (censeur ou directeur des études et des stages),

— responsables de l'intendance (intendant, sous-intendant, économiste, gestionnaire, adjoint des services économiques). Un seul par établissement comportant le régime d'internat,

— surveillants généraux,

— responsable de sécurité,

infirmiers (1 seul par établissement comportant le régime d'internat).

c) les receveurs des régies financières et agents comptables, les responsables de sécurité, les chefs de station et de gare, les chefs de garage et chefs de parc à matériel, les gardiens, les concierges, les responsables du service d'entretien occupant un logement indivisiblement lié ou attenant à l'immeuble utilisé par l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics et entreprises socialistes en dépendant.

d) entreprises socialistes (nationales de wilaya, communales) :

- directeur général,
- directeur d'unité,
- responsable du personnel de l'entreprise ou de l'unité,
- responsable de sécurité de l'entreprise ou de l'unité,
- gardien.

e) services déconcentrés :

- directeur du conseil exécutif de wilaya,
- sous-directeurs de wilaya exerçant dans les wilayas d'Adrar, Tamanrasset, Ouargla, Béchar et Laghouat,
- ingénieurs ou techniciens chargés d'une subdivision territoriale exerçant dans les daïras des wilayas d'Adrar, Tamanrasset, Ouargla, Béchar, Laghouat et dans celles d'El Oued et El Meghail, de la wilaya de Biskra.

f) personnel ayant droit statutairement à l'octroi d'un logement de fonctions.

II. - Dispositions particulières :

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- chef de garage central,
- chef cuisinier.

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

- chef d'exploitation de barrage,
- électromécanicien,
- garde-barrage,
- chef de station de pompage,
- gardes-canaux.

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

- chefs de centre,
- receveurs.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1°) direction générale de la sûreté nationale.

a) services centraux :

- directeur général de la sûreté nationale,
- directeur général adjoint de la sûreté nationale.

b) services déconcentrés :

- chef de sûreté de wilaya,

- chef de sûreté de daïra,
- chef de sûreté urbaine,
- commandant de groupements mobiles de police,
- chef de brigade de la sécurité des frontières et de la circulation,
- chef de secteur mobile de police,
- commandant des unités d'instruction et d'intervention,
- chef de service régional du matériel,
- chef de service régional des télécommunications.

2°) direction générale de la protection civile :

- directeur général de la protection civile,
- chef du réseau des transmissions de la protection civile,
- chef d'unité de la protection civile (nationale, principale, secondaire de secteur poste avancé),
- médecin et infirmier en service dans les unités.

3°) direction générale des transmissions nationales :

- chef de centre des transmissions nationales ou de maintenance et d'intervention (tout centre),
- chefs des inspections régionales de maintenance et d'intervention.

4°) direction générale des collectivités locales.

a) wilaya :

- wali,
- secrétaire général de wilaya,
- chef de cabinet du wali.

b) Daïra :

- chef de daïra,
- secrétaire général de daïra.

c) commune :

- secrétaire général de la commune,
- gardien de cimetière.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Auprès des juridictions :

- 1er président de la Cour suprême,
- procureur général près la Cour suprême,
- président de cour,
- procureur général près la cour,
- président du tribunal,
- procureur de la République.

Etablissement pénitentiaire :

- directeur,
- responsable de l'infirmerie,
- chef de détention,
- greffier-économiste.

SECRETARIAT D'ETAT AUX FORETS ET A LA MISE EN VALEUR DES TERRES

- responsable de district,
- agent forestier ou agent technique des forêts habitant une maison forestière,

— vétérinaire en chef de parcs zoologiques et des loisirs.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

- gardien de phare,
- électromécanicien de phare.

MINISTERE DES FINANCES

Direction générale des douanes :

- directeur général des douanes,
- directeur général adjoint des douanes,
- agents de surveillance des douanes,
- agents de contrôle des douanes,
- agents brevetés des douanes,
- brigadiers et brigadiers-chefs des douanes,
- officiers de contrôle des douanes,
- officiers d'inspection des douanes,
- inspecteurs principaux des brigades,

Autres services financiers :

- trésorier principal et trésoriers de wilaya,
- chefs de centres financiers.

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES

- imam, un par établissement,
- agent de culte, un par établissement.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REVOLUTION AGRAIRE

- responsable des stations de recherches et d'expérimentation des instituts de développement,
- chef d'étable.

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA PECHE

SECRETARIAT D'ETAT A LA PECHE ET AUX TRANSPORTS MARITIMES

- pilote maritime,
- capitaines bateaux-pompe.

A N N E X E «B»

CONCESSION DE LOGEMENT ACCORDEE PAR UTILITE DE SERVICE

I. - Dispositions communes :

a) établissements de formation, d'éducation, de la culture, de santé et des affaires sociales :

- enseignants et formateurs habitant dans les logements indivisiblement liés à l'établissement,
- chef-cuisinier.

b) Entreprises socialistes (nationales, de wilayas, communales) :

- chef de centre, de base, d'agence, d'antenne,
- technicien ou ouvrier professionnel chargé de la maintenance des installations fixes de production.

c) services déconcentrés :

- chargé d'études et de synthèse,
- attaché de cabinet,
- sous-directeur de wilaya autres que ceux prévus à l'annexe A,

— chefs de service et chefs de bureau exerçant dans les wilayas de Adrar, Tamanrasset, Ouargla, Béchar et Laghouat et dans les daïras d'El Qued et El Meghaier de la wilaya de Biskra,

— ingénieurs ou techniciens chargés d'une subdivision territoriale, autres que ceux prévus à l'annexe «A».

d) Fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités locales et établissements publics appartenant aux corps classés aux échelles XI et suivantes et travailleurs assimilés des entreprises socialistes exerçant dans les wilayas de Adrar, Tamanrasset, Ouargla, Béchar, Laghouat et dans les daïras d'El Qued et El Meghaier de la wilaya de Biskra.

II. - Dispositions particulières :

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

- chef d'exploitation de périmètre.

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

— fonctionnaires de l'échelle IX et au-dessus habitant dans les logements affectés au ministère des postes et télécommunications.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1°) direction générale de la sûreté nationale :

- fonctionnaires habitant dans les logements affectés à la sûreté nationale.

2°) officiers, sous-officiers et sapeurs de la protection civile, habitant dans les locaux implantés dans la zone de défense de l'unité à laquelle ils sont rattachés.

3°) direction générale des transmissions :

- techniciens et opérateurs des centres de maintenance et d'intervention.

4°) direction générale des collectivités locales :

- vétérinaire des abattoirs communaux,
- responsable d'antennes administratives communales,
- agents de la police communale.

MINISTERE DE LA JUSTICE

a) auprès des juridictions :

- magistrat.

b) auprès des établissements pénitentiaires :

- les officiers, sous-officiers et agents de rééducation.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

- conducteur de chantier,
- chef de parc de travaux publics.

MINISTERE DES FINANCES

- chefs des services des alcools,
- fonctionnaires de l'échelle IX et au-dessus, habitant dans les logements affectés à l'administration des douanes.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REVOLUTION AGRAIRE

- responsables des dispensaires et hôpitaux vétérinaires,

- responsables de ferme-pilote,
- responsable de la protection des végétaux et responsable vétérinaire des postes frontaliers.

MINISTÈRE DU COMMERCE

- secrétaires généraux des chambres de commerce de wilaya,
- inspecteurs principaux et inspecteurs du contrôle de la qualité,
- inspecteurs principaux et inspecteurs des prix.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA PÊCHE

SECRETARIAT D'ÉTAT A LA PÊCHE ET AUX TRANSPORTS MARITIMES

- commandant de port,
- officier de port,
- chef de station de remorquage,
- chef de station maritime.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

- médecin réanimateur - chef de secteur sanitaire et des établissements hospitaliers spécialisés,
- anesthésiste (1 par secteur sanitaire ou établissement hospitalier),
- technicien en radiologie (1 par secteur sanitaire ou établissement hospitalier),
- technicien d'entretien des équipements sanitaires.

III. - Dans la limite des disponibilités en logements et suivant la priorité résultant de l'application, à chaque secteur d'activité, des dispositions ci-dessus :

- autres fonctionnaires et agents résidant dans les logements affectés nécessaires au fonctionnement des services et organismes publics de rattachement.

Décret n° 83-721 du 10 décembre 1983 portant allègement des procédures de contrôle préalable des dépenses publiques d'équipement.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980 relative à la fonction de contrôle par la Cour des comptes ;

Vu la loi n° 80-11 du 13 décembre 1980 portant plan quinquennal 1980-1984 ;

Vu le décret n° 64-57 du 10 février 1964 modifiant la compétence du contrôle de l'opérateur public ;

Vu le décret n° 82-145 du 10 avril 1982 portant réglementation des marchés de l'opérateur public ;

Décète :

Article 1er. — Dans l'attente de la promulgation des dispositions légales ou réglementaires définitives relatives au contrôle préalable des dépenses publiques et jusqu'au 31 décembre 1984, le visa préalable du contrôle financier prévu par le décret n° 64-57 du 10 février 1964 susvisé, n'est plus exigé pour les engagements de dépenses d'un montant

égal ou inférieur à dix millions de dinars (10.000.000 DA) par opération d'équipement individualisée.

Toutefois, et dans la mesure où des équipements identiques se rapportant à plusieurs opérations font l'objet d'un marché global et unique, la dispense du visa préalable d'engagement prévu à l'alinéa précédent s'applique aux dépenses y afférentes. La même disposition s'applique également aux opérations groupées portant sur des équipements similaires d'un montant global égal ou inférieur au seuil visé au 1er alinéa du présent article.

Art. 2. — La dispense de visa prévu à l'article 1er ci-dessus ne déroge en rien aux procédures applicables, par ailleurs, en la matière et notamment celles relatives à la disponibilité des crédits de paiement.

Art. 3. — La dispense de visa préalable visée à l'article 1er du présent décret s'applique également aux dépenses exécutées, en vertu des clauses contractuelles d'actualisation et de révision de prix, lorsqu'elles sont expressément prévues par le contrat initial, même en dépassement du montant de 10 millions de DA visé ci-dessus.

Il en est de même pour les autres dépenses ne faisant pas l'objet d'un marché additionnel prescrit par un texte réglementaire.

Art. 4. — Les dépenses effectuées dans les conditions fixées ci-dessus sont notifiées au service compétent du contrôle financier concomitamment à la remise des mandats au comptable concerné.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 83-722 du 10 décembre 1983 portant modification du décret n° 68-243 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des contrôleurs du trésor.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 68-243 du 30 mai 1968 portant statut particulier des contrôleurs du trésor ;

Décète :

Article 1er. — Les articles 4, 7, 8 et 9 du décret n° 68-243 du 30 mai 1968 susvisé sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

« Art. 4. — Les contrôleurs du trésor sont recrutés ;

a) par voie de concours, sur épreuves, parmi les candidats âgés de 17 ans au moins et de 25 ans au plus, au 1er juillet de l'année du concours, titulaires du certificat de scolarité de la 2ème année de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme reconnu équivalent ;

b) dans la limite maximale de 20 % des postes à pourvoir, par voie de concours interne, ouvert aux agents d'administration des services extérieurs du trésor, âgés de 40 ans au plus et justifiant, d'au moins, cinq (5) années de services en qualité de titulaires dans leur grade au premier juillet de l'année du concours.

c) sur liste d'aptitude, dans la limite maximale de 10 % des postes à pourvoir parmi les agents d'administration des services extérieurs du trésor, justifiant d'au moins 15 années de services en qualité de titulaires dans leur grade.

Le programme, les modalités et la composition de jury du concours prévu à l'alinéa a), seront fixés par arrêté conjoint du ministre des finances et de l'autorité chargé de la fonction publique

Les candidats qui atteignent la limite d'âge fixée au présent article, au cours de la période comprise entre le 1er juillet d'une année au titre de laquelle aucun concours n'est organisé et le 1er juillet de l'année du plus prochain concours, peuvent faire acte de candidature à ce dernier, sans que le report de la limite d'âge puisse dépasser deux ans ;

Nul ne peut être autorisé à prendre part à plus de trois concours ;

d) parmi les candidats ayant subi avec succès les épreuves de sortie des centres de formation administrative, section « contrôleurs du trésor ».

« Art. 7. — Les candidats recrutés en application de l'article 4 ci-dessus, sont nommés contrôleurs du trésor stagiaires, par l'autorité ayant pouvoir de nomination ; ils doivent entrer en fonctions à la date prévue par cet arrêté. S'ils présentent des justifications jugées valables, leur installation en qualité de contrôleurs du trésor stagiaires, peut être reportée à une date ultérieure. S'ils ne présentent pas de justifications jugées valables, ils perdent le bénéfice de leur admission.

Nul ne peut être nommé contrôleur du trésor stagiaire s'il n'a souscrit un engagement de servir l'Etat, en cette qualité, conformément à la réglementation en vigueur. Au cas où il romprait cet engagement, comme au cas où il cesserait ses fonctions plus de trois (3) mois, après la date de son installation en qualité de contrôleur du trésor stagiaire, l'intéressé devra reverser l'intégralité du traitement qu'il aura perçu pendant la durée du stage, majoré des frais de scolarité, sans préjudice des poursuites disciplinaires auxquelles cette rupture d'engagement pourrait donner lieu ».

« Art. 8. — Les contrôleurs du trésor stagiaires, peuvent être titularisés, après une période de stage d'une durée d'une année sur le rapport de leur chef de service après inscription sur une liste d'admis-

sion à l'emploi, arrêtée par un jury de titularisation dont la composition est fixée par arrêté du ministre des finances.

Sur proposition du jury et après avis de la commission paritaire, les contrôleurs du trésor stagiaires qui ne sont pas inscrits sur la liste d'admission, peuvent être licenciés, réintégrés dans leur corps d'origine ou admis à une nouvelle période de stage, dans la limite maximale d'une année. Le bénéfice de ce renouvellement ne pourra leur être accordé qu'une seule fois ».

« Art. 9. — Les candidats retenus par le jury de titularisation sont, sous réserve des dispositions de l'article 5 du décret n° 66-137 du 2 juin 1966, titularisés au 1er échelon du corps des contrôleurs du trésor, par arrêté de l'autorité ayant pouvoir de nomination ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 83-723 du 10 décembre 1983 portant virement d'un crédit au sein du budget de l'Etat.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-14 du 30 décembre 1982 portant loi de finances pour 1983 et notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 82-520 du 30 décembre 1982 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1983, au ministre de l'intérieur ;

Vu le décret du 30 décembre 1982 portant répartition des crédits au budget des charges communes ;

Décète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1983, un crédit de trois cent quarante cinq millions cinq cent quatre vingt trois mille dinars (345.583.000 DA), applicable au budget de l'Etat et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1983, un crédit de trois cent quarante cinq millions cinq cent quatre vingt trois mille dinars (345.583.000 DA), applicable au budget du ministre de l'intérieur et aux chapitres énumérés à l'état « B » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

E T A T « A »

N° DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS ANNULES EN DA
	CHARGES COMMUNES	
	TITRE III — MOYENS DES SERVICES	
	1ère partie — Personnels — Rémunérations d'activité	
31-90	Crédit provisionnel pour l'application progressive du statut général du travailleur	87.850.000
	Total de la 1ère partie	87.850.000
	7ème partie — Dépenses diverses	
37-91	Dépenses éventuelles	162.644.000
	Total de la 7ème partie	162.644.000
	Total pour le titre III	250.494.000
	TITRE IV — INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	6ème partie — Action sociale — Assistance et solidarité	
46-96	Indemnisation des victimes du séisme d'Ech Chélif ..	90.000.000
	Total de la 6ème partie	90.000.000
	Total pour le titre IV	90.000.000
	Total des crédits annulés au budget des charges communes	340.494.000
	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
	TITRE III — MOYENS DES SERVICES	
	1ère partie — Personnels — Rémunérations d'activité	
31-01	Administration centrale — Rémunérations princi- pales	500.000
31-02	Administration centrale — Indemnités et allocations diverses	210.000
	Total de la 1ère partie	710.000
	2ème partie — Personnels — Pensions et allocations	
32-01	Administration centrale — Rentes d'accidents du travail	100.000
	Total de la 2ème partie	100.000
	3ème partie — Personnel en activité et en retraite — Charges sociales	
33-03	Administration centrale — Sécurité sociale	200.000
	Total de la 3ème partie	200.000

E T A T « A » (suite)

N° DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS ANNULES EN DA
	4ème partie — Matériel et fonctionnement des services	
34-03	Administration centrale — Fournitures	341.000
34-94	Sûreté nationale — Loyers	800.000
	Total de la 4ème partie	1.141.000
	7ème partie — Dépenses diverses	
37-15	Dépenses d'organisation et de fonctionnement des conférences des autorités locales	674.000
37-31	Sûreté nationale — Dépenses diverses	2.264.000
	Total de la 7ème partie	2.938.000
	Total pour le titre III	5.089.000
	Total des crédits annulés au budget du ministère de l'intérieur	5.089.000
	Total général des crédits annulés	345.583.000

E T A T « B »

N° DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTERE DE L'INTERIEUR TITRE III — MOYENS DES SERVICES	
	1ère partie — Personnels — Rémunérations d'activité	
31-11	Directions de wilayas — Rémunérations principales..	2.130.000
31-12	Directions de wilayas — Indemnités et allocations diverses	462.000
31-13	Directions de wilayas — Personnel vacataire et jour- nalier — Salaires et accessoires de salaires	4.785.000
31-31	Sûreté nationale. — Rémunérations principales	214.295.000
31-32	Sûreté nationale. — Indemnités et allocations diverses.	22.546.000
	Total de la 1ère partie	244.218.000
	3ème partie — Personnel en activité et en retraite — Charges sociales	
33-11	Directions de wilayas — Prestations familiales	104.000
33-13	Directions de wilayas — Sécurité sociale	423.000
33-33	Sûreté nationale — Sécurité sociale	2.566.000
	Total de la 3ème partie	3.093.000

ETAT « B » (suite)

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	4ème partie — Matériel et fonctionnement des services	
34-01	Administration centrale — Remboursement de frais..	674.000
34-34	Sûreté nationale — Charges annexes	6.457.000
34-42	Services techniques centraux — Matériel	341.000
	Total de la 4ème partie	7.472.000
	5ème partie — Travaux d'entretien	
35-31	Sûreté nationale — Entretien et réparation des immeubles et de leurs installations techniques ...	800.000
	Total de la 5ème partie	800.000
	Total pour le titre III	255.583.000
	TITRE IV — INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	6ème partie — Action sociale — Assistance et solidarité	
46-03	Aide de l'Etat aux victimes du séisme de la région d'Ech Chéloff	90 000.000
	Total de la 6ème partie	90.000.000
	Total pour le titre IV	90.000.000
	Total général des crédits ouverts au budget du ministère de l'intérieur	345.583.000

Arrêté interministériel du 13 juin 1983 fixant, au profit du commissariat aux énergies nouvelles, les modalités d'application de l'article 73 de la loi n° 79-09 du 31 décembre 1979 portant loi de finances pour 1980 exonérant certains instruments, appareils scientifiques et techniques de laboratoires, produits chimiques et composants électroniques, destinés à l'enseignement et à la recherche scientifique.

Le ministre des finances,

Le ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique et

Le secrétaire général de la Présidence de la République,

Vu la loi n° 79-09 du 31 décembre 1979 portant loi de finances pour 1980 et notamment son article 73 ;

Vu le code des taxes sur le chiffre d'affaires ;

Vu le code des douanes;

Vu le décret n° 82-46 du 23 janvier 1982 portant création du commissariat aux énergies nouvelles ;

Vu le décret n° 82-215 du 3 juillet 1982 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement du commissariat aux énergies nouvelles ;

Arrêtent :

Article 1er. — Conformément à l'article 73 de la loi n° 79-09 du 31 décembre 1979 portant loi de finances pour 1980, l'exonération des droits de douane et de la taxe unique globale à la production est appliquée aux instruments, appareils scientifiques, équipements scientifiques et techniques de laboratoire, produits chimiques et composants électroniques dont la liste figure à l'annexe I du présent arrêté lorsqu'ils sont destinés à l'enseignement et à la recherche scientifique et acquis par le commissariat aux énergies nouvelles.

Art. 2. — La conformité du matériel vendu en Algérie en exonération de la taxe unique globale à la production ou importé en exonération des droits de douane et de la taxe unique globale à la production avec celui figurant sur la liste désignée ci-dessus, ainsi que la qualité du destinataire, seront établis au moyen de l'attestation dont le modèle figure en annexe II, délivrée par le responsable de l'établissement concerné :

a) aux fabricants locaux (en double exemplaire) : un exemplaire de l'attestation est conservé par le fabricant à l'appui de sa comptabilité et le second est transmis à l'appui de sa déclaration de chiffre d'affaires pour justifier de la vente en exonération,

b) au service des douanes (en un seul exemplaire) : lorsque le matériel est importé par l'établissement bénéficiaire,

Art. 3. — Le directeur général des impôts et des domaines et le directeur général des douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 juin 1983.

*Le ministre
des finances,*

*Le ministre
de l'enseignement
et de la recherche
scientifique,*

Boualem BENHAMOUDA Abdelhak Rafik BERERHI

*Le secrétaire général de la Présidence
de la République,*

Larbi BELKHEIR

ANNEXE I

N° DE NOMEN- CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMEN- CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
22-08-03	Alcool éthylique dénaturé de tout titre, compte particulier	25-13-14	Autres abrasifs naturels, non dénommés ni compris ailleurs
22-08-13	Alcool éthylique non dénaturé de 80° et plus, compte particulier	25-19-01	Carbonate de magnésium
22-09-02	Alcool éthylique non dénaturé de moins de 80° compte particulier	25-19-02	Magnésie calcinée
25-01-07	Chlorure de sodium pur	25-20-01	Gypse en anhydrite
25-02-00	Pyrites de fer, non grillées	25-24-00	Amiante (asbeste)
25-03-03	Soufres bruts	25-27-01	Stéatite naturelle, brute, dégrossie ou sciée
25-03-12	Soufres non raffinés, même ventilés ou micronisés	25-27-03	Autre stéatite naturelle, broyée ou pulvérisée
25-03-13	Soufres raffinés	25-30-01	Borates de sodium
25-04-01	Graphite naturel cristallisé	26-01-01	Autres minerais de fer
25-04-11	Graphite naturel amorphe	26-01-09	Minerais de manganèse
25-06-01	Quartz et quartzites bruts ou simplement dégrossis	26-01-41	Minerais d'uranium
Ex. 25-07-01	Kaolin brut	26-01-42	Minerais de thorium
25-07-12	Kaolin calciné ou pulvérisé	26-01-06	Minerais de plomb
25-10-01	Phosphates de calcium naturels moulus	26-01-07	Minerais de zinc
25-10-02	Phosphates de calcium naturels non moulus	26-01-05	Minerais d'aluminium
25-10-03	Autres phosphates moulus	26-01-03	Minerais de cuivre
25-10-04	Autres phosphates non moulus	26-01-08	Minerais d'étain
25-11-01	Sulfates de baryum en roche	26-01-10	Minerais de chrome
25-11-02	Sulfate de baryum broyé ou pulvérisé	26-01-14	Minerais de molybdène
25-11-11	Carbonate de baryum, même calciné	26-01-11	Minerais de tungstène
		26-01-12	Minerais de titane
		26-01-15	Minerais de tantale

N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
26-01-13	Minerais de vanadium	28-05-01	Mercure, en bonbonnes d'un poids standard de 34,5 kg
26-01-16	Minerais de zirconium	28-05-03	Mercure présenté autrement
26-01-21	Autres minerais métallurgiques	28-06-01	Acide chlorhydrique
27-01-01	Charbons	28-06-11	Acide chlorosulfurique
27-01-02	Anthracite	28-08-01	Acide sulfurique
27-01-03	Autres combustibles solides	28-08-11	Oléum
27-07-04	Autres huiles brutes	28-09-02	Acide nitrique chimiquement pur
27-07-41	Phénols, crésols et xylénols, bruts, contenant de 20% à 40% inclus de phénol pur	28-09-11	Acides sulfonitriques
27-10-09	Carburants constitués par le mélange de combustibles liquides	28-10-01	Anhydride phosphorique
27-10-23	Spindle à la sortie des usines exercées	28-10-11	Acides phosphoriques
27-10-27	Autres huiles de graissage et lubrifiants, à la sortie des usines exercées	28-12-00	Acide et anhydride boriques
27-11-02	Gaz liquéfiés, à la sortie des usines exercées	28-13-01	Acide fluorhydrique
27-12-04	Vaseline raffinée, à la sortie des usines exercées	28-13-12	Anhydride sulfurique
28-01-01	Chlore	28-13-24	Oxydes d'azote
28-01-11	Brome	28-13-32	Anhydride carbonique
28-01-31	Iode brut	28-13-43	Anhydride silicique
28-01-32	Iode autre que brut	28-13-52	Acide fluosilicique
28-04-31	Hydrogène	28-13-53	Autres composés du fluor, sauf l'acide fluorhydrique
28-04-32	gaz rare	28-13-54	Composés du chlore, du brome et de l'iode
28-04-01	Oxygène	28-13-55	Acide sulfamique
28-04-33	Sélénium	28-13-56	Composés du soufre autres que l'anhydride sulfurique
28-04-35	Arsenic	28-13-57	Composés du sélénium et du tellure
28-04-36	Phosphore blanc	28-13-63	Composés de l'azote, autres que les oxydes d'azote
28-04-37	Phosphore rouge	28-13-64	Composés du phosphore
28-04-11	Azote	28-13-65	Composés du carbone autres que l'anhydride carbonique
28-04-38	Silicium	28-13-66	Composés du silicium autres que l'anhydride silicique
28-04-39	Bore	28-13-81	Acides complexes (acide silico-tungstique, etc...)
28-05-04	Sodium	28-14-12	Chlorures d'iode
28-05-05	Potassium	28-14-13	Chlorures de soufre
28-05-11	Lithium	28-14-14	Oxychlorures de sélénium
28-05-21	Césium et rubidium	28-14-15	Chlorure de phosphore
28-05-22	Métaux alcalino-terreux	28-14-16	Oxychlorure de phosphore
28-05-32	Cérium	28-14-17	Oxychlorure de carbone
28-05-33	Autres métaux des terres rares	28-14-18	Tétrachlorure de silicium

N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
28-14-19	Autres chlorures et oxychlorures des métalloïdes	28-30-31	Chlorure d'ammonium
28-14-21	Autres dérivés halogénés et des métalloïdes oxyhalogènes	28-30-32	Chlorure d'aluminium
28-15-01	Sulfures de phosphore	28-30-33	Chlorure de baryum
28-15-21	Sulfures de carbone	28-30-34	Chlorure de calcium
28-15-32	Sulfures d'arsenic	28-30-35	Chlorure de magnésium
28-15-33	Autres sulfures métalloïdiques	28-30-36	Chlorures de fer
28-16-01	Ammoniac liquéfié	28-30-37	Chlorure de cobalt
28-16-11	Ammoniaque	28-30-38	Chlorure de nickel
28-25-00	Oxydes de titane	28-29-39	Chlorures d'étain
28-27-03	Bioxyde de plomb	28-30-40	Chlorure double d'étain et d'ammonium
28-28-02	Oxyde et hydroxyde de lithium	28-30-41	Chlorure de zinc et chlorure double de zinc et d'ammonium
28-28-12	Oxyde et hydroxyde de calcium	28-30-42	Chlorure de manganèse
28-28-13	Péroxyde de calcium	28-30-43	Chlorure de mercure et chlorure double de mercure et d'ammonium
28-28-22	Oxyde de béryllium nucléaire	28-30-44	Chlorures autres
28-28-23	Oxyde de béryllium autre	28-30-51	Oxychlorure de cuivre
28-28-42	Hydroxydes de nickel	28-30-52	Oxychlorure de plomb
28-28-32	Trioxydes de molybdène	28-30-53	Autres oxychlorures
28-28-43	Autres oxydes et hydroxydes de molybdène	28-31-01	Chlorites
28-28-52	Trioxyde de tungstène	28-31-11	Hypochlorite de sodium
28-28-53	Autres oxydes et hydroxydes de tungstène	28-31-12	Hypochlorite de potassium
28-28-62	Pentaoxyde de vanadium	28-31-13	Autres hypochlorites
28-28-63	Autres oxydes et hydroxydes de vanadium	28-32-01	Chlorate de potassium
28-28-72	Oxydes de zirconium et de germanium	28-32-06	Chlorates de baryum, d'ammonium
28-28-84	Oxydes de cuivre	28-32-05	Chlorate de sodium
28-28-85	Hydroxydes de cuivre	28-32-13	Perchlorate d'ammonium et de sodium
28-28-91	Oxydes de mercure	28-32-14	Perchlorates de potassium
28-28-92	Hydrazine et hydroxylamine et leurs sels inorganiques	28-32-15	Autres perchlorates
28-28-93	Autres bases, oxydes, hydroxydes et peroxydes métalliques inorganiques	28-35-12	Sulfures de potassium
28-29-05	Fluorures d'ammonium, de sodium	28-35-15	Sulfure de calcium
28-29-06	Fluorure double d'aluminium et de sodium	28-35-16	Sulfure d'antimoine
28-29-07	Fluorure d'aluminium	28-35-17	Sulfure de fer
28-29-08	Autres fluorures	28-35-18	Sulfure de sodium
Ex. 28-29-11	Fluosilicates de sodium	28-35-19	Sulfure de zinc
28-29-16	Autres fluosilicates	28-35-20	Sulfure de cadmium, de baryum, d'étain ou de mercure
		28-35-21	Autres sulfures
		28-35-31	Polysulfures de potassium, de calcium, de baryum, de fer, d'étain

N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
28-35-32	Autres polysulfures	28-39-24	Nitrates de potassium autres
28-36-01	Hydrosulfite de sodium	28-39-25	Nitrates de calcium
28-36-11	Autres hydrosulfites, sulfoxyates	28-39-26	Nitrates de baryum
28-37-12	Sulfites de sodium résiduels de la fabrication du phénol	28-39-27	Nitrates de béryllium ou de cadmium
28-37-13	Autres sulfites de sodium neutres	28-39-28	Nitrate de cobalt
28-37-14	Sulfites de sodium autres que neutres	28-39-29	Nitrate de nickel
28-37-15	Sulfites de calcium	28-39-30	Nitrate de cuivre
28-37-16	Autres sulfites (de potassium, d'ammonium, etc...)	28-39-31	Nitrate de mercure
28-37-21	Hyposulfites (de sodium, etc...)	28-39-32	Nitrate de plomb
28-38-41	Sulfate de sodium	28-39-33	Autres nitrates
28-38-42	Sulfate de cadmium	28-40-01	Phosphites et hypophosphites
28-38-43	Sulfate de potassium	28-40-11	Phosphate d'ammonium
28-38-44	Sulfate de cuivre	28-40-21	Phosphate trisodique
28-38-45	Sulfate de baryum	28-40-22	Autres phosphates de sodium
28-38-46	Sulfate de zinc	28-40-32	Autres phosphates de potassium
28-38-47	Sulfate de magnésium	28-40-41	Phosphates monocalciques
28-38-48	Sulfate d'aluminium	28-40-43	Autres phosphates bicalciques
28-38-49	Sulfate de chrome	28-40-45	Autres phosphates tricalciques
28-38-50	Sulfate double de magnésium et de potassium	28-40-51	Polyphosphates
28-38-51	Sulfates de cobalt, de titane	28-42-31	Carbonates d'ammonium
28-38-52	Sulfate ferreux	28-42-32	Carbonate neutre de sodium
28-38-53	Sulfate ferrique	28-42-33	Bicarbonate de sodium
28-38-54	Sulfates de nickel, double de nickel et d'ammonium	28-42-34	Carbonate de calcium
28-38-55	Sulfate de mercure	28-42-35	Carbonate de magnésium
28-38-56	Sulfate de plomb	28-42-36	Carbonate de cuivre
28-38-57	Sulfate double de cuivre et d'ammonium	28-42-37	Carbonates de béryllium, de cobalt
28-38-58	Autres sulfates, à l'exception des aluns	28-42-38	Carbonate de bismuth
28-38-61	Aluns d'ammoniaque	28-42-39	Carbonate de potassium
28-38-62	Aluns de potasse	28-42-40	Carbonate de baryum
28-38-63	Aluns de chrome	28-42-41	Carbonate de plomb
28-38-64	Autres aluns	28-42-42	Hydrocarbonate de plomb
28-38-71	Persulfate de potassium	28-42-43	Carbonate de lithium
28-38-72	Autres persulfates	28-42-44	Autres carbonates (de zinc, de manganèse, de fer, etc...)
28-39-01	Nitrites	28-42-51	Percarbonates
28-39-21	Nitrates de sodium naturel	28-43-02	Cyanure simple de potassium
28-39-22	Nitrates de sodium autres	28-43-11	Sulfacyanures (d'ammonium, de sodium, de potassium, etc...)
		28-43-21	Ferrocyanure de potassium

N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
28-43-22	Ferrocyanure de sodium	28-49-31	Citrate d'argent
28-43-23	Autres ferrocyanures	28-49-32	Autres composés organiques de l'argent
28-43-31	Ferrocyanures (de sodium, de potassium ou prussiate rouge, etc...)	28-49-41	Sels et autres composés de l'or
28-43-41	Autres cyanures complexes	28-49-51	Sels et autres composés des autres métaux précieux
28-44-01	Fulminates	28-50-01	Prométhium ou illinium
28-44-11	Cyanates	28-50-03	Uranium enrichi du plutonium, plutonium
28-45-02	Silicate de zirconium	28-50-04	Autres éléments chimiques radio-actifs
28-45-12	Silicate de sodium	28-50-12	Uranium enrichi par de l'uranium 235
28-45-13	Autres silicates	28-50-13	Autres isotopes radio-actifs naturels
28-46-01	Borates de sodium anhydres destinés à la fabrication du perborate de sodium	28-50-22	Thorium enrichi par l'uranium 233, uranium 233
28-46-02	Autres borates de sodium	28-50-23	Autres isotopes radio-actifs artificiels
28-46-16	Borates de sodium hydratés	28-50-32	Composés de l'uranium 233, de l'uranium enrichi en composés de l'uranium 235, du plutonium
28-46-17	Autres borates	Ex. 28-50-33	Alliages contenant du plutonium, de l'uranium enrichi en uranium 235 ou de l'uranium 233
28-46-21	Perborates	28-50-34	Composés des autres isotopes radio-actifs artificiels
28-47-01	Aluminates	28-50-39	Autres composés des éléments et isotopes radio-actifs
28-47-14	Chromates de zinc	28-51-01	Deutérium (hydrogène lourd)
28-47-15	Chromates de plomb	28-51-02	Eau lourde
28-47-16	Autres chromates (d'ammonium, de sodium, de baryum, etc...)	28-51-03	Paraffine lourde
28-47-17	Bichromates de sodium	28-51-04	Mélanges et solutions d'isotopes d'éléments chimiques
28-47-18	Bichromate de potassium	28-51-05	Autres composés issus du deutérium
28-47-19	Autres bichromates (d'ammonium, etc...)	28-51-12	Autres isotopes d'éléments chimiques autres que ceux du n° 28-50 et que ceux issus du deutérium
28-47-21	Manganites, manganates et permanganates	28-52-01	Oxyde de thorium
28-47-32	Antimoniates	28-52-02	Sels et autres composés inorganiques du thorium
28-47-33	Molybdates	28-52-03	Sels et autres composés organiques du thorium
28-47-42	Zincates (de cobalt, etc...)	28-52-12	Oxyde d'uranium
28-47-43	Vanadates (d'ammonium, etc...)	28-52-13	Sels et autres composés inorganiques de l'uranium
28-47-52	Autres sels des acides d'oxydes métalliques	28-52-14	Sels et autres composés organiques de l'uranium
28-48-01	Sels simples ou complexes des acides du sélénium ou du tellure	28-52-22	Oxyde de cérium
28-48-11	Autres sels et persels des acides inorganiques		
28-49-02	Argent à l'état colloïdal		
28-49-03	Autres métaux précieux à l'état colloïdal		
28-49-11	Amalgames de métaux précieux		
28-49-21	Nitrate d'argent		
28-49-22	Autres composés inorganiques de l'argent		

N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
28-52-23	Chlorure de cérium	29-01-35	Métaxylène non carburant ni combustible
28-52-24	Sulfate de cérium	29-01-51	Ethylbenzène
28-52-25	Autres sels et composés de cérium	29-01-52	Isopropylbenzène (cumène)
28-52-32	Autres oxydes des métaux des terres rares	29-01-61	Naphtalène
28-52-33	Autres sels et composés des métaux des terres rares	29-01-62	Anthracène
28-54-00	Péroxyde d'hydrogène	29-01-65	Cymènes
28-55-01	Phosphure de calcium	29-01-66	Divinylbenzène
28-55-11	Phosphure de fer (15% et plus de phosphore)	29-01-67	Dodécylbenzène
28-55-21	Phosphure de zinc	29-01-68	Vinytoluène
28-55-22	Phosphure de cuivre	29-01-69	Autres hydrocarbures aromatiques
28-55-23	Autres phosphures	29-02-16	Fluorures des hydrocarbures acycliques saturés
28-56-01	Carbures de silicium	29-02-26	Dichlorométhane
28-56-11	Carbure de bore	29-02-28	Tétrachlorure de carbone
28-56-21	Carbure de calcium	29-02-29	Dichloroéthane
28-56-31	Carbure d'aluminium, de chrome, de molybdène, de tungstène, de vanadium, de tantale, de titane	29-02-32	Autres chlorures et polychlorures saturés
28-56-41	Autres carbures	29-02-45	Trichloréthylène
28-57-13	Nitrures	29-02-46	Tétrachloréthylène
28-57-33	Siliciures	29-02-52	Bromométane et bromoéthane
28-58-01	Eaux distillées, de conductibilité ou de même degré de pureté	29-02-55	Autres bromures saturés
28-58-11	Amalgames autres que de métaux précieux	29-02-64	Iodures et polyiodures saturés
29-01-03	Hydrocarbures acycliques saturés destinés à d'autres usages	29-02-65	Iodures non saturés
29-01-12	Ethylène	29-02-66	Polyiodures non saturés
29-01-13	Propylène	29-02-73	Dichlorodifluorométhane
29-01-17	Autres hydrocarbures acycliques non saturés, non carburants ni combustibles	29-02-74	Difluoromonochlorométane
29-01-22	Azulènes	29-02-75	Autres dérivés halogènes mixtes saturés d'hydrocarbures acycliques
29-01-25	Pinènes, camphène, dipentène	29-02-76	Dérivés halogènes mixtes non saturés des hydrocarbures acycliques
29-01-26	Autres hydrocarbures cycloterpéniques	29-02-86	Héxachlorocyclohexane
29-01-31	Benzène non carburant ni combustible	29-02-91	Dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT)
29-01-32	Toluène non carburant ni combustible	29-02-92	Orthodichlorobenzène
29-01-33	Xylènes : mélanges d'isomères non carburants ni combustibles	29-02-93	Paradichlorobenzène
29-01-34	Orthoxylène non carburant ni combustible	29-02-94	Autres dichlorobenzènes
		29-02-95	Monochlorobenzènes
		29-03-01	Dérivés sulfonés des hydrocarbures aromatiques
		29-03-02	Dérivés sulfonés des autres hydrocarbures
		29-03-11	Trinitrotoluènes, dinitronaphtalènes

N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
29-03-12	Trinitrobulylmétaxylène et dinitrobulylparacymène	29-05-16	Alcool phényléthyllique
29-03-13	Mononitrobenzènes, dinitrobenzènes	29-05-17	Autres alcools aromatiques
29-03-14	Mononitrotoluènes, dinitrotoluènes	29-06-01	Phénol et ses sels
29-03-15	Autres dérivés nitrés et nitrosés d'hydrocarbures aromatiques	29-06-11	Crésols : mélanges d'isomères
29-03-21	Dérivés nitrés et nitrosés des hydrocarbures non aromatiques	29-06-12	Orthométaparacrésols et leurs sels
29-03-32	Paratoluène sulfochlorures	29-06-21	Xylénols : mélanges d'isomères
29-03-33	Autres dérivés sulohalogène	29-06-22	Xylénols : isomères non mélangés et leurs sels
29-03-41	Orthomononitrochlorobenzène	29-06-31	Alphanaphtol et ses sels
29-03-42	Paramononitrochlorobenzène	29-06-41	Bétanaphtol et ses sels
29-03-44	Autres nitrochlorobenzènes	29-06-51	Orthophénylphénol et ses sels
29-03-45	Autres dérivés nitrohalogènes des hydrocarbures	29-06-61	Octylphénol et ses sels
29-03-51	Autres dérivés mixtes des hydrocarbures	29-06-62	Nonylphénol et ses sels
29-04-43	Alcool méthyllique	29-06-63	Autres monophénols
29-04-44	Alcools propyllique et isopropyllique	29-06-71	Résorcine et ses sels
29-04-45	Alcool butyllique tertiaire	20-06-72	Hydroquinone
29-04-46	Alcool butyllique secondaire	20-06-74	Dihydronaphtalènes et leurs sels
29-04-47	Autres alcools butylliques	29-06-76	Autres polyphénols : 2,2, dipropane
29-04-52	Alcools amyliques	29-06-77	Autres polyphénols non dénommés
29-04-61	Alcools octylliques	29-06-81	Phénols-alcools
29-04-62	Alcools laurique, stéarique et cétylique	29-07-01	Dérivés halogénés des phénols et phénols-alcools
29-04-73	Alcool allylique	29-07-11	Acides naphtosulfoniques et leurs sels
29-04-76	Alcool oléique	29-07-12	Autres dérivés sulfonés des phénols et phénols-alcools
29-04-81	Propyléné-glycol	29-07-32	Trinitrophénol
29-04-82	Ethyléné-glycol (glycol)	29-07-37	Autres dérivés nitrés et nitrosés des phénols et phénols alcools
29-04-84	Autres polyalcools	29-07-41	Dérivés mixtes des phénols et phénols-alcools
29-04-86	Hydrate de chloral	29-08-01	Oxyde d'éthyle
29-04-89	Autres dérivés halogénés, sulfonés, nitrés nitrosés des polyalcools	29-08-26	Oxyde de phényle
29-05-01	Cyclohexanol	29-08-29	Autres éthers oxydes aromatiques
29-05-02	Méthyl et diméthycyclohexanols	29-08-31	Diéthylénéglycol
20-05-03	Menthols	29-08-53	Autres éthers-oxydes-phénols et éthers-oxydes-alcools-phénols
29-05-04	Stérols	29-08-51	Galacol, sulfogalacolate de potassium
29-05-05	Inositols	29-08-71	Péroxydes d'alcools et peroxydes d'éthers
29-05-06	Autres alcools cyclaniques, cycléniques, cycloterpéniques	29-13-01	Acétone
29-05-14	Alcool cinnamique	29-13-02	Méthyléthylcétone
29-05-15	Alcool bensyllique	29-13-05	Acétylacétone

N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
29-13-06	Autres polycétone acycliques	29-14-27	Acétates de paracrésyle, de phénylpropyle, de phénylméthyle, de rhodhinyle, de santalyle, de phénylglycol
29-13-13	Camphre naturel	29-14-28	Acétates de linalyle, de citronellyle, de géranyle
29-13-15	Camphre synthétique	29-14-30	Autres esters de l'acide acétique
29-13-17	Cyclohexanone et méthylcyclohexanone	29-14-31	Anhydride acétique
29-13-18	Ionones et méthyllonones	29-14-32	Chlorure d'acétyle
29-13-19	Autres cétones cyclaniques, cycléniques et cycloterpéniques	29-14-33	Autres halogénures de l'acide acétique
29-13-25	Acétophénone	29-14-34	Acide monochloracétique, ses sels et ses esters
29-13-26	Autres cétones aromatiques	29-14-35	Acide trichloroacétique, ses sels et ses esters
29-13-31	Diacétone-alcool	29-14-37	Acide monobromoacétique, ses sels et ses esters
29-13-35	Autres cétones-alcools et cétones-aldéhydes	29-14-41	Acide propionique, ses sels et ses esters
29-13-36	Cétones-alcools et cétones-aldéhydes aromatiques	29-14-42	Acides butyriques, leurs sels et leurs esters
29-13-42	Cétones-phénols et autres cétones à fonctions oxygénées	29-14-43	Acides valérianiques, leurs sels et leurs esters
29-13-53	Antraquinone	29-14-53	Acide stéarique
29-13-54	Autres quinones	29-14-54	Stéarates de zinc, de magnésium
29-13-55	Quinones-alcools, quinones-phénols, quinones aldéhydes et autres quinones à fonctions oxygénées simples ou complexes	29-14-55	Autres sels de l'acide stéarique
29-13-63	Bromure de camphre	29-14-56	Esters de l'acide stéarique
29-13-64	Autres dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, nitrosés	29-14-57	Autres monoacides acycliques saturés
29-14-01	Acide formique	29-14-61	Méthacrylate de méthyle monomère
29-14-02	Sels de l'acide formique	29-14-62	Autres sels et esters de l'acide méthacrylique
29-14-03	Esters de l'acide formique	29-14-63	Acide oléique
29-14-04	Acide pyroïgneux	29-14-64	Sels et esters de l'acide oléique
29-14-05	Autres acides acétiques	29-14-72	Acide sorbique, acide acrylique
29-14-07	Acétate de sodium	29-14-73	Acide linoléique, ses sels et ses esters
29-14-08	Acétate de cobalt	29-14-81	Acide benzoïque
29-14-15	Acétate de calcium	29-14-82	Sels de l'acide benzoïque
29-14-16	Acétate de cuivre	29-14-83	Esters de l'acide benzoïque
29-14-17	Autres sels de l'acide acétique	29-14-86	Acide phénylacétique, ses sels et ses esters
29-14-22	Acétate d'éthyle	29-14-85	Acides monochloro-dichloro et nitrobenzoïques, leurs sels et leurs esters
29-14-23	Acétate de vinyle monomère	29-16-01	Acide lactique, ses sels et ses esters
29-14-24	Acétates de propyle, d'isopropyle	29-16-02	Acide malique, ses sels et ses esters
29-14-21	Acétate de méthyle	29-16-03	Tartrate de calcium brut
29-14-25	Acétates de butyle, d'isobutyle		
29-14-26	Acétates d'amyle, d'isoamyle, de glycérine		

N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
29-16-04	Acide tartrique, ses sels et ses esters
29-16-14	Acide citrique
29-16-15	Citrate de calcium brut
29-16-16	Citrate de sodium
29-16-17	Autres sels et esters de l'acide citrique
29-16-21	Gluconate de sodium
29-16-22	Autres sels et esters de l'acide gluconique
29-16-28	Autres acides-alcools acycliques
29-16-29	Autres acides-alcools cycliques
29-16-43	Acide salicyllique
29-16-44	Sels de l'acide salicyllique
29-16-45	Salicylates de méthyle, de phényle
29-16-46	Autres esters de l'acide salicyllique
29-16-47	Acide acétylsalicyllique, ses sels et ses esters
29-16-54	Acides sulfosalicylliques, leurs sels et leurs esters
29-16-55	Acides parahydroxybenzoïques, ses sels et ses esters
29-16-56	Acide gallique
29-16-57	Sels et esters de l'acide gallique
29-16-58	Acides hydroxynaphtoïques, leurs sels et leurs esters
29-16-59	Autres acides-phénols
29-16-61	Acide déhydrocholique et ses sels
29-16-62	Acétylacétate d'éthyle et ses sels
29-16-63	Autres acides-aldéhydes et acides-cétones acycliques
29-16-64	Autres acides-aldéhydes et acides-cétones cycliques
29-16-71	Autres acides à fonctions oxygénées acycliques
29-16-72	Autres acides à fonctions oxygénées cycliques
29-19-02	Lactophosphates
29-19-03	Acide inositolhexaphosphorique, inositolhexaphosphates
29-19-12	Tricrésylphosphate
29-19-13	Trichloréthylphosphate
29-19-14	Tributylphosphate, triphénylphosphate et trixylénylphosphate
29-19-24	Acide glycérophosphorique et glycérophosphates

N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
29-19-25	Autres esters phosphoriques et leurs esters
29-21-01	Esters siliciques
29-21-11	Autres esters des acides minéraux, leurs sels et leurs dérivés
29-22-01	Mono di et triméthylamine et leurs sels
29-22-05	Autres monoamines acycliques
29-22-12	Hexaméthylénédiamine et ses sels
29-22-14	Ethylénédiamine et ses sels
29-22-15	Autres polyamines acycliques
29-22-21	Cyclohexylamine et polyamines cyclaniques, N-diméthylcyclohexylamine et leurs sels
29-22-22	Autres monoamines et polyamines cyclaniques, cycléniques et cycloterpéniques
29-22-30	Trinitroanilines, tétranitroanilines
29-22-31	Aniline et ses sels
29-22-38	Dérivés de l'aniline et leurs sels
29-22-47	Dérivés des toluidines et leurs sels
29-22-51	Xylidines, leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, nitrosés et leurs sels
29-22-62	Hexanitrodiphénylamine (Hexyl)
29-22-64	Diphénylamine et ses sels
29-22-72	Alpha-naphtylamine et ses sels
29-22-73	Acides alpha-naphtylamine sulfoniques et leurs sels
29-22-74	Acide bêta-naphtylamine-I- sulfonique (acide tobias) et ses sels
29-22-75	Autres dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, nitrosés de l'alpha...
29-22-76	Phényl-bêta-naphtylamine et ses sels
29-22-81	Autres mono-amines aromatiques
29-22-91	Phénylénédiamines, leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, nitrosés
29-22-92	Toluylénédiamines, leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, nitrosés
29-22-93	N-alkylphénylénédiamines, leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, nitrosés et leurs sels
29-22-94	Benzidine et ses dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, nitrosés et leurs sels
29-22-95	Toluidine et ses dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, nitrosés et leurs sels
29-22-97	Acide diaminostilbène disulfonique et ses sels

N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
29-22-99	Autres polyamines aromatiques	29-35-64	Dérivés de la quinoléine - 8 - hydroxy-quinoléine et leurs sels
29-25-04	Urée	29-35-65	Acide phénylcinchoninique, ses sels et ses esters
29-25-05	Asparagine	29-35-70	Triaminotriazine
29-25-06	Sels de l'asparagine	29-35-75	Nitrofurazine
29-25-07	Uréides acycliques	29-35-80	Santonine
29-25-08	Autres amides acycliques	29-35-90	Autres lactames
29-25-11	Paraphénétolurée (dulcine)	29-36-51	Autres sulfamides
29-25-12	Urée de l'acide 2 - amino 5 - Naphtol - 7 sulfonique (de l'acide J)	29-37-04	Autres sultones
29-25-13	Autres uréines	29-37-13	Autres sultames
29-25-23	Phényléthylmalonylurée et ses sels	29-39-12	Insuline
29-25-24	Diéthylmalonylurée et ses sels	29-39-41	Autres hormones
29-25-25	Autres dérivés barbituriques et leurs sels	29-45-11	Autres composés chimiques organiques
29-25-26	Autres uréides	32-13-22	Autres encres
29-25-32	Acétylacétanilide et ses sels	49-01-01	Livres scolaires et universitaires
29-25-43	Autres amides cycliques	49-05-02	Cartes géographiques, astronomiques, géologiques et hydrographiques
29-27-02	Nitrile acrylique (acrylonitrile) monomère	49-11-12	Autres brochures, journaux et catalogues
29-28-00	Composés diazoïques, azoïques ou azoxyques	84-59-24	Mélangeurs, malaxeurs, homogénéiseurs et similaires
29-29-00	Dérivés organiques de l'hydrazine ou de l'hydroxylamine	84-59-23	Presses, y compris les machines à extruder, à boudiner et similaires
29-30-01	Tétrazène	84-59-44	Appareils et engins spéciaux pour la sidérurgie, la fonderie, l'acierie, la métallurgie, etc...
29-30-11	Isocyanates	84-59-45	Cuves, bacs d'électrolyse et autres récipients comportant des dispositifs mécaniques
29-31-51	Disulfure de benzyle dichloré	84-59-54	Humidificateurs et déshumidificateurs d'air
29-31-61	Thiodiglycol	84-59-63	Autres machines et engins mécaniques, non dénommés ailleurs
29-31-63	Thiocarbamates	84-45-01	Machines-outils spécialement conçues pour le recyclage des combustibles nucléaires irradiés
29-35-03	Benzofurane (coumarone)	84-45-15	Etaux-limeurs
29-35-21	Pyridine et ses sels	84-45-20	Machines à percer
29-35-23	Diéthylamide de l'acide bétapyridine carbonique et ses sels	84-45-24	Presses hydrauliques
29-35-25	Quinoléine et ses sels	84-45-46	Machines non hydrauliques, non dénommées ailleurs
29-35-38	Isopropylanalgsine	84-46-13	Autres machines pour le travail des matières minérales
29-35-40	Analgsine, diméthyl-amino-analgsine et leurs sels	84-48-01	Mandrins et plateaux non magnétiques
29-35-41	Autres dérivés de l'analgsine et de la diméthyl-amino-analgsine		
29-35-44	Acides nucléiques et leurs sels		
29-35-51	Disulfure de benzothiazyle		
29-35-62	Diéthylénédiamine et diaméthyl -2, 5 diéthylénédiamine et leurs sels		
29-35-63	Dérivés du carbazole		

N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
84-48-02	Autres porte-plèces et porte-outils	38-19-24	Pâtes pour électrodes, à base de matières carbonées
84-48-03	Dispositifs diviseurs dits « optiques »	38-19-25	Compositions pour accumulateurs, à base d'oxyde de cadmium ou à base d'hydroxydes de nickel
84-50-11	Autres appareils aux gaz pour le soudage, etc...	38-19-26	Charbons en compositions métallographiques ou autres
84-52-01	Machines à calculer électroniques	39-01-27	Phénoplastes
84-53-01	Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités	39-01-28	Aminoplastes
84-53-02	Lecteurs magnétiques ou optiques	39-01-29	Autres échangeurs d'ions
84-53-04	Machines de transfert des informations codées d'un support sur un autre support	39-01-32	Phénoplastes liquides ou en blocs modifiés par adjonction de résines, huiles, etc...
84-53-21	Autres machines de traitement des données, de décodification, etc...	39-01-33	Phénoplastes
35-02-01	Albumines impropres à la consommation humaine	39-01-34	Poudres de phénoplastes pour moulage
35-02-02	Autres albumines	39-01-35	Emulsions et dissolutions de phénoplastes
35-02-11	Albuminates et autres dérivés des albumines	39-01-36	Autres phénoplastes présentés en blocs, morceaux, grumeaux, etc...
35-03-02	Gélatines et leurs dérivés	39-01-37	Phénoplastes non polymérisés présentés en fils, plaques, etc...
35-06-06	Autres colles préparées, non dénommées ni comprises ailleurs	39-01-38	Phénoplastes polymérisés présentés en fils, plaques, etc...
37-01-11	Plaques en verre sensibilisées	39-01-43	Poudres d'aminoplastes pour moulage
37-01-12	Plaques photographiques et films plans, sensibilisés sur une face	39-01-44	Emulsions et dissolutions d'aminoplastes
37-01-13	Plaques photographiques et films plans, sensibilisés sur les deux faces	39-01-45	Aminoplastes présentés en blocs, morceaux, grameaux, etc...
37-05-11	Autres plaques et pellicules, impressionnées et développées	39-01-47	Aminoplastes non polymérisés présentés en fils, plaques, feuilles, pellicules
37-08-01	Emulsions sensibles	39-01-48	Aminoplastes polymérisés présentés en fils, plaques, feuilles, pellicules, etc...
37-08-11	Autres produits chimiques pour usages photographiques	39-01-54	Alkydes
38-01-11	Graphite colloïdal autre qu'en suspension dans l'huile	39-01-55	Autres polyesters chaîne linéaire
38-09-05	Huiles d'acétone	39-01-56	Autres polyesters
38-19-07	Acides naphthéniques	39-01-57	Résines époxydes ou éthoxylinés
38-19-16	Echangeurs d'ions à base de charbons sulfonés ou en matières minérales naturelles	39-01-62	Masses, morceaux, poudres, granulés, de polyamides
38-19-17	Autres échangeurs d'ions	39-01-63	Polyamides autrement présentés
38-19-19	Autres catalyseurs	39-01-74	Masses, morceaux, poudres, granulés, de polyuréthanes
38-19-20	Compositions absorbantes pour parfaire le vide dans les tubes ou valves électriques	39-01-75	Plaques de polyuréthanes
38-19-23	Oxydes de fer alcalinés pour l'épuration des gaz	39-01-76	Polyuréthanes autrement présentés
		39-01-81	Silicones
		39-01-91	Autres produits de condensation, de polycondensation, etc...

N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
39-02-13	Echangeurs d'ions	39-02-66	Autres alcools, acétals et éthers poly-vinylques
39-02-14	Polyéthylène fondant à moins de 115° C : pâteux ou en bloc	39-02-67	Polymères acryliques, polymères, méthacryliques, copolymères acrylométhacryliques en émulsions
39-02-15	Polyéthylène fondant à 115° C ou plus : pâteux ou en bloc	39-02-68	Polymères acryliques, méthacryliques, copolymères acrylométhacryliques en plaques et feuilles
39-02-23	Polyéthylène fondant à moins de 115° C : plaques, feuilles	39-02-69	Polymères acryliques, polymères méthacryliques, copolymères acrylométhacryliques, autres qu'en émulsions, plaques et feuilles
39-02-24	Polyéthylène fondant à moins de 115° C : tuyaux	39-02-72	Résines de coumarone d'indène et de coumarone indène
39-02-25	Polyéthylène fondant à moins de 115° C : fils, pellicules, etc...	39-02-88	Chloracétate, maïéate-acétale, etc... E fils, plaques, feuilles, etc...
39-02-26	Polyéthylène fondant à 115° C ou plus : plaques, feuilles	39-03-18	Autres feuilles, bandes, etc... de cellulose, à surface non traitée, de moins de 0,75 mm
39-02-27	Polyéthylène fondant à 115° C ou plus : tuyaux	39-03-18	Cellulose régénérée présentée sous d'autres formes
39-02-28	Polyéthylène fondant à 115° C ou plus : fils, pellicules, etc...	39-03-21	Collodions et colloïdine
39-02-33	Polytétrahaloéthylènes	39-03-22	Autres nitrates de cellulose non plastifiés
39-02-34	Polysulfohaloéthylènes	39-07-01	Ouvrages en cellulose régénérée, obtenus par moulage de granulés, poudres, etc...
39-02-35	Polypropylène	39-07-02	Ouvrages en cellulose régénérée, obtenus autrement
39-02-36	Polyisobutylène	40-02-01	Caoutchouc butyle
39-02-43	Produits liquides, pâteux, blocs, morceaux, etc... en polystyrène	Ex. 40-02-02	Polybutadiène en émulsion
39-02-44	Produits liquides, pâteux, blocs, morceaux, etc... en copolymères	Ex. 40-02-03	Polybutadiène autrement qu'en émulsion
39-02-45	Plaques, feuilles en polystyrène et copolymères	40-02-04	Polychlorobutadiène en émulsion
39-02-46	Fils, pellicules, bandes, etc... en polystyrène et copolymères	40-02-05	Polychlorobutadiène autrement qu'en émulsion
39-02-53	Chlorure de polyvinyle : liquides, pâteux, en blocs, morceaux	40-02-07	Polybutadiène
39-02-54	Chlorure de polyvinyle : plaques, feuilles	40-02-08	Polyisoprène
39-02-55	Chlorure de polyvinyle : fils, pellicules, bandes ou lames	40-02-09	Autres caoutchoucs synthétiques
39-02-56	Chlorure de polyvinylidène	40-13-05	Autres gants en caoutchouc
39-02-57	Copolymères de chlorure de vinylidène et de vinyle	40-14-13	Articles à usages techniques en caoutchouc vulcanisé non durci
39-02-58	Emulsions et dissolutions d'acétate de polyvinyle	40-14-15	Autres ouvrages en caoutchouc vulcanisé non durci
39-02-59	Acétate de polyvinyle autre qu'en émulsion et dissolutions	40-15-01	Caoutchouc durci, en masses ou blocs, en plaques, en feuilles ou bandes, en baton, en profilés ou en tubes
39-02-63	Copolymères de chlorure et acétate de vinyle : plaques, feuilles	Ex. 48-15-02	Bandes, bobines pour machines à calculer, monotypes, télétypes et appareils similaires
39-02-64	Copolymères de chlorure de vinyle et d'acétate de vinyle, autres qu'en plaques et en feuilles		

N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
48-15-21	Autres papiers et cartons découpés pour autres usages	78-05-01	Tubes et tuyaux et barres creuses
48-21-08	Carcasses pour bobinages électriques	78-05-12	Autres accessoires de tuyauterie
48-21-11	Cartes statistiques imprimées	78-06-02	Emballages en plomb, contre les radiations radio-actives
48-21-12	Joints et articles similaires	78-08-14	Autres ouvrages en plomb
49-01-04	Parties de livres, de brochures, etc..., sur feuillets isolés	79-01-01	Zinc brut non allié
49-02-11	Autres journaux et publications périodiques, même illustrés	79-01-02	Zinc brut allié
49-08-00	Décalcomanies de tous genres	79-01-11	Déchets et débris de zinc
49-11-01	Brochures et catalogues à caractère officiel d'intérêt général, culturel ou scientifique	79-02-01	Barres, etc..., en zinc non allié
Ex. 49-11-12	Autres brochures, journaux et catalogues	79-02-11	Barres, etc..., en zinc allié
59-16-00	Courroies transporteuses ou de transmission en matières textiles	Ex. 79-04-01	Tubes, tuyaux en zinc non allié
68-13-16	Autres ouvrages en amiante	Ex. 79-04-02	Tubes, tuyaux en zinc allié
68-16-03	Filtres, rondelles, joints pour usages autres qu'électriques	79-04-11	Accessoires de tuyauterie en zinc
69-03-03	Cornues, creusets, etc..., réfractaires, non dénommés ailleurs	81-02-17	Autres ouvrages en molybdène
70-17-01	Ampoules pour sérums	81-03-01	Tantale brut en poudre
73-20-15	Brides pour tuyauterie	81-03-02	Autres tantales bruts ; déchets et débris
73-20-16	Autres accessoires de tuyauterie	81-04-01	Bismuth brut, déchets et débris
73-35-11	Autres ressorts	81-04-02	Bismuth ouvré
73-40-31	Autres ouvrages en fer ou acier	81-04-03	Cadmium brut, déchets et débris
74-10-00	Câbles, cordages, etc..., en fils de cuivre	81-04-04	Cadmium ouvré
75-06-15	Autres ouvrages en nickel	81-04-05	Cobalt brut, déchets et débris
76-16-32	Autres ouvrages en aluminium	81-04-06	Cobalt ouvré
77-01-01	Magnésium brut non allié	81-04-07	Chrome brut, déchets et débris
77-01-02	Magnésium brut allié	81-04-08	Chrome ouvré
78-01-01	Plomb brut non allié (plomb doux)	81-04-09	Germanium brut, déchets et débris
78-01-02	Plomb brut allié	81-04-10	Germanium ouvré
78-01-03	Plomb brut d'œuvre et argentiféré	81-04-11	Hafnium (celtium) brut, déchets et débris
78-02-00	Barres, profilés et fils de section pleine, en plomb	81-04-12	Hafnium (celtium) ouvré
78-03-00	Tables, feuilles et bandes en plomb, de plus de 1,700 g/m ²	81-04-13	Manganèse brut, déchets et débris
78-04-02	Feuilles et bandes minces en plomb, fixées sur support	81-04-14	Manganèse ouvré
78-04-03	Feuilles et bandes minces en plomb, non fixées	81-04-17	Antimoine brut, déchets et débris
78-04-11	Poudres et paillettes de plomb	81-04-18	Antimoine ouvré
		81-04-21	Vanadium brut, déchets et débris
		81-04-22	Vanadium ouvré
		81-04-23	Uranium brut, déchets et débris
		81-04-24	Thorium brut, déchets et débris
		81-04-25	Uranium ouvré
		81-04-26	Thorium ouvré

N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
81-04-27	Zirconium brut, déchets et débris	84-10-07	Moto-pompes et turbo-pompes pour liquides, leurs parties et pièces détachées
81-04-28	Zirconium ouvré	84-10-08	Autres pompes pour liquides, leurs parties et pièces détachées
81-04-29	Rhénium brut, déchets et débris	84-10-09	Elévateurs à liquides et leurs parties et pièces détachées
81-04-30	Rhénium ouvré	84-11-02	Pompes à vide nues, à commande mécanique
81-04-31	Gallium, indium, thallium, bruts, déchets et débris	84-11-11	Pompes et compresseurs, nus, mécaniques, alternatifs
81-04-32	Gallium, indium thallium ouvrés	84-11-21	Moto-pompes et turbo-pompes à vide
82-02-01	Scies à main montées	84-11-22	Groupes motos compresseurs hermétiques
Ex. 82-02-21	Lames de scies à ruban	84-11-23	Autres pompes et compresseurs alternatifs fixes
Ex. 82-02-27	Autres lames de scies	84-11-24	Autres pompes et compresseurs alternatifs mobiles
82-03-11	Limes et rapes à main	84-13	Brûleurs pour l'alimentation des foyers, à combustibles liquides (pulvérisateurs), à combustibles solides pulvérisés ou à gaz, foyers automatiques, y compris leurs avant-foyers, leurs grilles mécaniques, leurs dispositifs mécaniques pour l'évacuation des cendres et dispositifs similaires
82-03-23	Clés de serrage à main	84-16-12	Pièces détachées, non dénommées ailleurs, du n° 84-16-01
82-03-24	Tenailles, pinces, brucelles et similaires, à main	84-17-11	Appareils médico-chirurgicaux de stérilisation
82-03-25	Emporte-pièces, coupe-tubes, coupe-boulons à main	84-17-12	Appareils pour la production des produits du n° 28-51
82-04-01	Etaux, serre-joints et articles similaires	84-17-18	Autres appareils à chauffage électrique
82-04-11	Lampes à souder, à braser, à décaper et similaires	84-18-01	Machines pour la production des produits visés sous le n° 28-51 A
82-04-21	Forges portatives	84-18-14	Appareils à filtres en toutes matières
82-04-51	Outils de perçage, de filetage et de taraudage	84-18-21	Parties et pièces détachées des appareils du n° 84-18
82-04-87	Autres outils et outillage à main	84-20-01	Bascules et balances à usages spéciaux
82-05-01	Forets et autres outils de perçage, en métaux communs	84-20-03	Autres instruments de pesage
82-05-04	Outils de taraudage, d'alésage, de filetage, de taillage, de mandrinage, de tournage et analogues, en métaux communs	84-20-11	Pièces détachées pour instruments de pesage
82-05-14	Autres outils pour machines et pour outillage à main, en métaux communs	84-21-14	Autres appareils à disperser ou à pulvériser
82-05-41	Outils en autres matières pour machines et outillage à main	84-21-22	Parties et pièces détachées des appareils repris ci-dessus
84-07-01	Roues hydrauliques, turbines hydrauliques et autres machines	84-22-08	Grues automobiles ne pouvant circuler sur rails
	Motrices hydrauliques	84-22-42	Treuils et cabestans électriques
84-07-11	Roues motrices de turbines hydrauliques		
84-07-12	Appareils régulateurs de turbines hydrauliques		
84-07-13	Autres parties et pièces détachées pour machines motrices hydrauliques		
84-08	Autres moteurs et machines motrices		
84-10-06	Pompes centrifuges, nues, à commandes mécaniques, leurs parties et pièces détachées		

N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
84-22-62	Palans et moufles autres qu'électriques	84-17-13	Appareils spécialement conçus pour la séparation des combustibles nucléaires irradiés
84-22-80	Autres parties et pièces détachées des appareils du n° 84-22	84-17-14	Echangeurs de température spécialement conçus pour les machines et appareils pour la production du froid
84-32-00	Machines pour le brochage et la reliure	84-17-15	Autres échangeurs de température
84-44-04	Laminoirs spéciaux conçus pour le recyclage des combustibles nucléaires irradiés	84-17-16	Dispositifs aérothermes et aéroréfrigérants pour le conditionnement de l'air
84-44-11	Laminoirs et trains de laminoirs pour la fabrication des tubes	84-17-31	Autres parties et pièces détachées
84-44-14	Cylindres de laminoirs	84-18-02	Machines conçues pour la séparation des combustibles nucléaires irradiés
84-44-21	Pièces détachées de laminoirs, à l'exception des cylindres	84-18-05	Machines et appareils centrifuges, non dénommés ailleurs
84-45-11	Tours à charioter, à fileter, à surfacer	84-18-11	Filtres et épurateurs pour tous moteurs
84-45-19	Machines à fraiser	84-18-13	Appareils pour l'épuration des gaz
84-45-21	Machines à affuter, rectifier, meuler, etc..., avec ou sans système de réglage micrométrique	84-21-03	Autres appareils à disperser ou pulvériser des liquides ou poudres
84-45-22	Machines à pointer	84-22-07	Manipulateurs mécaniques, non maniables à bras franc, spécialement conçus pour la manipulation des substances radio-actives
84-45-23	Machines à tailler les engrenages	84--22-51	Crics et vérins mécaniques
84-45-25	Presses non hydrauliques	84-22-52	Crics et vérins hydrauliques
84-45-31	Machines travaillant par enlèvement de matières, non dénommées ailleurs	84-22-53	Crics et vérins pneumatiques, électriques, etc...
84-11-03	Pompes à commande non mécanique	84-48-02	Autres porte-pièces et porte-outils
84-11-12	Pompes et compresseurs, nus, mécaniques, centrifuges et axiaux	84-48-11	Pièces détachées et accessoires, non dénommés ailleurs, de machines-outils
Ex. 84-11-13	Autres pompes et compresseurs, nus, mécaniques	84-53-12	Calculatrices
Ex. 84-11-25	Autres pompes et compresseurs	84-53-13	Tabulatrices
84-11-31	Parties et pièces détachées de pompes et compresseurs	84-55-11	Autres pièces détachées destinées aux appareils des n° 84-51 à 84-54 inclus
84-11-41	Générateurs à pistons libres, leurs parties et pièces détachées	84-59-23	Presses, y compris les machines à extruder, à boudiner et similaires
84-11-51	Ventilateurs autres que du n° 85-06, leurs parties et pièces détachées	84-59-24	Mélangeurs, malaxeurs, homogénéiseurs et similaires
84-12-00	Groupes pour le conditionnement de l'air	84-59-31	Broyeurs, concasseurs, pulvérisateurs
84-13-02	Autres brûleurs	84-59-42	Machines dites « à bobiner », à poser les isolants, etc...
84-14-01	Fours conçus pour la séparation ou le recyclage des combustibles nucléaires irradiés	84-59-45	Cuves, bacs d'électrolyse et autres réipients comportant des dispositifs mécaniques
84-14-04	Autres fours	84-59-51	Graisseurs automatiques
84-14-11	Parties et pièces détachées de fours	84-60-01	Moules en acier pour la fabrication d'ampoules pour tubes cathodiques
84-15-07	Autres équipements frigorifiques		
84-15-11	Parties et pièces détachées		
84-16-01	Calandres et laminoirs autres qu'à métaux et à verre		

N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
84-60-02	Arbres de transmission, manivelles et vilebrequins pour autres moteurs	85-08-41	Pièces détachées de dispositifs électriques, non dénommés ailleurs, d'allumage et de démarrage
84-63-11	Paliers et similaires, avec ou sans coussinets	85-11-02	Fours électriques spécialement conçus pour la séparation des combustibles nucléaires
84-63-13	Engrenages, éléments d'engrenages et roues de fabrication	85-11-04	Autres appareils fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques
84-63-14	Réducteurs, multiplicateurs et variateurs de vitesse, y compris les convertisseurs de couples hydrauliques	85-11-05	Fours fonctionnant autrement que par induction ou par pertes biélectriques
84-63-15	Volants et poulies	85-11-11	Machines et appareils à souder, braser ou couper à arc
84-63-16	Embrayages, organes d'accouplement et joints d'articulation	85-11-15	Machines et appareils à souder, braser ou couper à résistance
84-63-21	Parties et pièces détachées d'arbres de transmission	85-12-42	Chauffe-plats, grille-pain, séchoirs et appareils similaires de cuisines électrothermiques
84-65-01	Hélices et roues à aubes pour bateaux	85-15-07	Appareils émetteurs-récepteurs de télévision
85-01-01	Machines génératrices, moteurs et convertisseurs rotatifs de 10 kg ou moins (1)	85-15-11	Appareils de prises de vues pour la télévision
85-01-11	Machines génératrices, moteurs et convertisseurs rotatifs de plus de 10 kg (1)	85-19-03	Appareils de coupure et de sectionnement (autres que les relais) non automatiques
85-01-12	Autres convertisseurs de 10 kg ou moins (1)	85-19-13	Appareils de coupure et de sectionnement (autres que les relais) automatiques
85-01-21	Autres convertisseurs de plus de 10 kg (1)	85-19-21	Relais de téléphonie ou de télégraphie
85-01-31	Transformateurs de 10 kg ou moins (1)	85-21-65	Diodes luminescentes
85-01-41	Transformateurs de plus de 10 kg (1)	90-01-04	Eléments de lunetterie formés de lentilles, prismes et miroirs, non montés
85-01-51	Bobines de réaction d'un poids unitaire de 500 g ou moins (1)	90-04-01	Lunettes protectrices pour les ouvriers, motocyclistes, etc...
85-01-61	Bobines de réaction d'un poids de plus de 500 g (1)	84-52-04	Autres machines à calculer
85-01-93	Parties et pièces détachées des machines du n° 85-01	84-53-03	Perforatrices ou poinçonneuses de cartes ou de bandes
85-02-01	Aimants permanents magnétisés ou non	85-53-14	Trièuses, collationneuses de cartes
85-02-11	Electro-aimants et têtes de levage électro-magnétiques	84-55-01	Pièces détachées de machines automatiques de traitement de l'information
85-02-21	Freins et ralentisseurs électro-magnétiques	84-55-02	Chariots pour machines à écrire, à calculer ou comptables
85-02-33	Embrayages, accouplements et variateurs de vitesse électro-magnétiques	84-55-03	Touches et claviers
85-02-40	Plateaux et autres dispositifs magnétiques ou électro-magnétiques de fixation	84-55-04	Caractères pour machines à écrire, à calculer, etc...
85-03-02	Piles électriques autres que pour lampes portatives	84-56-01	Machines à trier, cribler, classer ou laver les matières minérales
		84-56-11	Machines à concasser, broyer ou pulvériser les matières minérales

N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
84-56-21	Machines à mélanger ou malaxer	85-12-11	Appareils électriques pour le chauffage des locaux
84-56-22	Machines à agglomérer, former, mouler ou filer les matières minérales	85-12-51	Résistances chauffantes
84-57-01	Machines pour la fabrication du verre	85-13-03	Appareils complets de télécommunications par courant porteur
84-57-02	Machines pour la fabrication des fibres de verre	85-13-14	Appareils pour béliogrammes ou pour téléphonie
84-57-03	Autres machines pour la fabrication et le travail des ouvrages en verre	85-13-17	Parties et pièces détachées d'appareils électriques pour la téléphonie
84-59-01	Appareils mécaniques pour la production des produits visés au n° 28-51	85-14-11	Hauts-parleurs
84-59-11	Autres appareils mécaniques spécialement conçus pour le recyclage des combustibles nucléaires irradiés	85-14-13	Amplificateurs électriques de basse fréquence et appareils d'amplification du son
84-61-01	Détendeurs	85-15-25	Antennes
84-61-11	Autres articles de robinetterie automatiques et leurs parties	85-15-28	Autres parties et pièces détachées, non dénommées ailleurs, d'appareils radio-électriques, téléphonie, etc...
84-61-21	Autres articles de robinetterie non automatiques en fonte, fer ou acier	85-17-00	Appareils électriques de signalisation, non repris aux n° 85-09 et 85-16
84-61-22	Autres articles de robinetterie non automatiques en d'autres matières	85-18-01	Condensateurs électriques fixes
84-62-11	Billes, aiguilles, rouleaux, golets, tonneaux, baques et autres parties et pièces détachées de roulement	85-18-11	Condensateurs électriques variables, condensateurs ajustables
84-64-01	Joints métalloplastiques	85-19-81	Parties et pièces détachées des appareils du n° 85-19
84-64-11	Joints ou assortiments de joints de composition différente	85-19-22	Relais de télécommande ou autres
85-04-01	Accumulateurs au plomb	85-19-31	Appareils de protection contre les surtensions
85-04-14	Accumulateurs autres qu'au plomb	85-19-41	Prises de courant
Ex. 85-04-22	Bacs, couvercles séparateurs et bouchons pour accumulateurs	85-19-43	Douilles de lampes, de valves, de tubes
Ex. 85-04-23	Plaques pour accumulateurs	85-19-45	Autres appareils de branchement ou de connexion, non dénommés ailleurs
85-04-25	Parties et pièces détachées, non dénommées ailleurs, pour accumulateurs	85-19-52	Potentiomètres et rhéostats
85-05-00	Outils et machines-outils électromécaniques pour emploi à la main	85-19-55	Résistances non chauffantes
85-06-02	Aspirateurs de poussière	85-19-61	Régulateurs automatiques de tension à commutation par résistance, etc...
85-06-23	Autres appareils électromécaniques à usage domestique	85-19-71	Tableaux de commande ou de distribution comportant un ou plusieurs appareils
85-08-02	Génératrices et démarreurs autres que d'aviation	Ex. 85-19-73	Tableau de commande ou de distribution, nus
85-11-17	Autres machines et appareils à souder, braser ou couper	85-20-01	Lampes et tubes à incandescence
85-11-19	Parties et pièces détachées de machines et appareils à souder, braser	85-20-11	Lampes et tubes à décharge : tubes fluorescents
85-12-01	Chauffe-eau, chauffe-bain et thermoplongeurs électriques	85-20-12	Lampes et tubes à décharge autres que tubes fluorescents

N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
85-20-21	Lampes et tubes à rayons ultra-violet ou infrarouges	85-28-00	Pièces détachées électriques de machines et appareils non dénommés ailleurs
85-20-22	Lampes à arc	90-01-05	Lentilles, prismes, miroirs et autres éléments d'optique, ne constituant pas des éléments de lunetterie
85-20-32	Pièces détachées d'ampoules et de tubes fluorescents	90-01-14	Matières polarisantes en feuilles ou en plaques constituant des éléments de lunetterie
85-20-34	Autres pièces détachées de lampes électriques	90-01-15	Matières polarisantes en feuilles ou en plaques ne constituant pas des éléments de lunetterie
85-21-02	Soupapes pour appareils à rayons X	90-02-01	Lentilles, prismes, miroirs, etc..., montés pour appareils pour la photographie, la cinématographie, miroirs optiques montés
85-21-03	Tubes redresseurs	90-02-11	Lentilles, prismes, miroirs, etc..., montés pour appareils autres que pour la photographie, la cinématographie
85-21-05	Tubes analyseurs et transformateurs d'images, tubes multiplicateurs et similaires	90-09-00	Appareils de projection fixe, d'aggrandissement ou de réduction photographiques
85-21-06	Tubes cathodiques	90-10-11	Appareils des types utilisés dans les laboratoires photographiques
85-21-07	Tubes autres que cathodiques	90-10-12	Appareils de photographie à tirage par contact, etc...
85-21-41	Cellules photoélectriques	90-10-13	Appareils des types utilisés dans les laboratoires cinématographiques
85-21-51	Diodes, triodes, etc... à cristal	90-11-00	Microscopes et diffractographes électroniques et protoniques
85-21-61	Cristaux piézo-électriques montés	90-12-00	Microscopes optiques
85-21-72	Pièces détachées de diodes, triodes, etc... à cristal	90-13-01	Projecteurs
85-21-73	Autres pièces détachées de lampes, tubes et valves électroniques	90-13-02	Lunettes de visée, lunettes de pointage et similaires
85-22-11	Machines électriques pour la séparation des combustibles nucléaires irradiés	90-13-03	Stéréoscopes
85-22-23	Accélérateurs de particules	90-13-04	Autres appareils et instruments d'optique (loupe, compte-fils)
85-22-24	Autres machines et appareils électriques, non dénommés ailleurs	90-15-00	Balances sensibles à un poids de 5 cg ou moins, avec ou sans poids
85-23-01	Fils électriques, etc... avec gaine continue	90-16-01	Instruments de dessin, de traçage et de calcul
85-23-12	Fils électriques, etc... sans gaine continue	90-16-13	Instruments de mesure linéaire en toutes matières
85-24-03	Electrodes pour installation d'électrolyse	90-16-14	Pieds à coulisse, jauges graduées, palmer, micromètres, etc...
85-24-12	Résistances chauffantes, autres que celles du n° 85-12	90-17-01	Appareils d'électricité médicale
85-24-22	Charbons pour arcs électriques	Ex. 90-17-11	Instruments et appareils employés en médecine et en chirurgie humaine
85-24-23	Charbons pour piles électriques		
85-24-24	Electrodes pour fours électriques		
85-24-26	Balais pour machines électriques		
85-24-27	Pièces, non dénommées ailleurs, en charbon ou graphite, pour usages électriques ou électrotechniques		
85-25-00	Isolateurs en toutes matières		
85-26-00	Pièces isolantes autres que celles du n° 85-25 en toutes matières		
85-27-00	Tubes isolateurs et leurs pièces de raccordement en métaux communs, isolés intérieurement		

N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS	N° DE NOMEN-CLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
90-20-01	Appareils à rayons X et appareils de radiophotographie	90-28-07	Appareils de tableaux à usage industriel pour la mesure de grandeurs électriques
90-20-11	Appareils utilisant les radiations de substances radio-actives	90-28-08	Autres appareils pour la mesure de grandeurs électriques
90-20-21	Tubes à rayons X	90-28-11	Instruments et appareils de géophysique
90-20-22	Ecrans radiologiques	90-28-12	Thermostats
90-20-23	Autres parties, pièces détachées et accessoires des appareils visés ci-dessus	90-28-21	Appareils de la nature de ceux décrits au n° 90-14 autres que ceux repris au n° 90-28-11
90-21-00	Instruments et appareils et modèles conçus pour la démonstration	90-28-22	Appareils de la nature de ceux décrits au n° 90-15
90-23-11	Thermomètres	90-28-23	Appareils de la nature de ceux décrits au n° 90-16
90-23-21	Baromètres, hygromètres et psychromètres, enregistreurs ou non, même combinés	90-28-24	Appareils de la nature de ceux décrits au n° 90-22
90-23-01	Densimètres, aéromètres, pèse-liquides et similaires	90-28-25	Appareils de la nature de ceux décrits au n° 90-23
90-23-21	Pyromètres	90-28-26	Appareils de la nature de ceux décrits au n° 90-24 autres que ceux repris au n° 90-28-12
90-24-01	Manomètres	90-28-27	Appareils pour analyses physiques ou chimiques de la nature de ceux décrits au n° 90-25
90-24-11	Thermostats	90-28-28	Appareils des types utilisés en photographie ou en cinématographie de la nature de ceux décrits au n° 90-25
90-24-21	Indicateurs de niveau	90-28-29	Appareils de la nature de ceux décrits au n° 90-27
90-24-22	Régulateurs de tirage	90-28-31	Appareils pour la détection ou la mesure des rayonnements alpha, bêta, gamma ou des rayons X, cosmiques et similaires
90-24-23	Débitmètres	90-29-01	Pièces détachées et accessoires pour les appareils des n° 90-23, 90-24, 90-26-01, 90-26-11 et 90-27-01 à 90-27-11
90-24-24	Appareils de mesure, de contrôle, etc..., non dénommés ailleurs	90-29-02	Pièces détachées et accessoires pour les appareils des n° 90-26, 90-27-21 et 90-28
90-25-31	Microtomes	90-10-02	Ecrans pour projections (1)
90-26-11	Compteurs de liquides	90-13-11	Lasers
Ex. 90-27-01	Compteurs de tours, de production, à fonction unique, de totalisation simple	90-16-15	Autres machines, appareils et instruments de mesure, de vérification et de contrôle
90-27-02	Compteurs de tours, de production et à fonction multiple	90-25-01	Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques
90-27-11	Indicateurs de vitesse et tachymètres	90-25-11	Instruments et appareils pour essais de viscosité, de porosité, etc...
90-27-21	Stroboscopes		
90-28-01	Oscillographes et oscilloscopes		
90-28-02	Générateurs de mesure de grandeurs électriques (signaux, impulsions)		
90-28-03	Appareils numériques « digitaux » pour la mesure de grandeurs électriques		
90-28-04	Appareils pour télécommunication pour la mesure de grandeurs électriques		
90-28-05	Appareils de laboratoire pour la mesure de grandeurs électriques		
90-28-06	Appareils portatifs à usages industriels pour la mesure de grandeurs électriques		

N° DE NOMENCLATURE	DESIGNATION DES PRODUITS
90-25-21	Instruments et appareils pour mesures photométriques, calorimétriques ou acoustiques
90-25-41	Parties, pièces détachées et accessoires des instruments et appareils repris ci-dessus
91-01-21	Compteurs de temps
91-05-00	Appareils de contrôle et compteurs de temps à mouvement d'horlogerie ou à moteur synchrone
91-06-00	Appareils munis d'un mouvement d'horlogerie ou d'un moteur synchrone permettant de déclencher un mécanisme à temps donné
92-12-11	Disques
92-12-12	Autres supports de sons enregistrés (1)
92-12-21	Bandes magnétiques
92-12-31	Autres supports de son
96-01-33	Pinceaux et brosses à peindre ou à dessiner montés autrement que sur plumes
96-01-34	Goupillons et autres articles de brosse, montés sur fils électriques torsadés
96-01-37	Articles de brosse, non dénommés ailleurs
96-06-00	Tamls et cribles, à main, en toutes matières
98-08-00	Rubans encreurs, tampons encreurs

ANNEXE II

Instruments, appareils scientifiques et techniques de laboratoires, produits chimiques et composants électroniques destinés au commissariat aux énergies nouvelles.

(Article 73 de la loi n° 79-09 du 31 décembre 1979 portant loi de finances pour 1980).

Le (1)
soussigné, certifie que le matériel désigné ci-après (2)
.....
.....
acquis sur le territoire national (3)
importé par (3)
.....
figure sur la liste annexée à l'arrêté du

..... et est destiné à être utilisé par le commissariat aux énergies nouvelles

A, le
Signature (1)

(5)

ACHAT SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

Le matériel ci-dessus a été acquis auprès de M. (6).
.....
pour une valeur hors-tax de
suivant facture n°

A, le
Signature (1)

(7)

IMPORTATION

Le matériel ci-dessus a été dédouané en franchise des droits de douanes et de la T.U.G.P. suivant D3 N°

A, le
Service des douanes

- 1) Responsable de l'établissement
- 2) Nature des équipements
- 3 Rayer les mentions inutiles
- 4) Nom et adresse de l'établissement destinataire
- 5) Cadre à remplir si le matériel est acquis auprès d'un fabricant algérien
- 6) Nom du fournisseur qui doit conserver une attestation et adresser la seconde à l'appui de sa déclaration de chiffre d'affaires au service des taxes sur le chiffre d'affaire
- 7) Cadre à remplir par le service des douanes si le matériel est importé. L'un des exemplaires de l'attestation, doit être restitué à l'importateur dûment complété.

Arrêté du 19 septembre 1983 portant création d'un bureau de douanes à Oum El Bouaghi.

Le ministre des finances,

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979 portant code des douanes, notamment son article 32 ;

Vu le décret n° 82-237 du 17 juillet 1982 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret n° 82-238 du 17 juillet 1982 portant organisation de l'administration centrale du ministère des finances, notamment ses articles 65 et suivants relatifs à la direction générale des douanes ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1968 portant liste et attributions des bureaux de douanes ;

Arrête :

Article 1er. — Il est créé, à Oum El Bouaghi, un bureau de douanes.

Art. 2. — Le bureau ainsi créé est classé dans la catégorie des bureaux de plein exercice dans lesquels la déclaration de toutes marchandises peut être effectuée sous tous régimes douaniers, sauf application des dispositions restrictives de compétence reprises aux articles 2 à 7 de l'arrêté du 4 juin 1968 portant liste et attributions des bureaux de douanes.

Art. 3. — La déclaration pour la mise à la consommation des véhicules automobiles en cours d'usage, d'origine étrangère, pour le transport des personnes, repris sous le n° 87.02 A du tarif des droits de douanes, peut être effectuée dans ce bureau.

Art. 4. — La liste et les attributions des bureaux de douanes publiées en annexe de l'arrêté du 4 juin 1968 susvisé sont modifiées en conséquence.

Art. 5. — La date d'ouverture de ce bureau sera fixée par décision du directeur général des douanes.

Art. 6. — Le directeur général des douanes, le directeur général du budget, de la comptabilité publique et de l'agence judiciaire du trésor et le directeur général du trésor, du crédit et des assurances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 19 septembre 1983.

P. le ministre des finances
Le secrétaire général,
Mohamed TERBECHE.

Arrêté du 19 septembre 1983 portant création d'un bureau de douanes à Oum Teboul (wilaya de Annaba).

Le ministre des finances,

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979 portant code des douanes, et notamment son article 32 ;

Vu le décret n° 82-237 du 17 juillet 1982 portant attributions du ministre des finances ;

Vu le décret n° 82-238 du 17 juillet 1982 portant organisation de l'administration centrale du ministère des finances, et notamment ses articles 65 et suivants relatifs à la direction générale des douanes ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1968 portant liste et attributions des bureaux de douanes ;

Arrête :

Article 1er. — Il est créé, à Oum Teboul (wilaya de Annaba), un bureau de douanes.

Art. 2. — Le bureau ainsi créé est classé dans la catégorie des bureaux de plein exercice dans lesquels la déclaration de toutes marchandises peut être effectuée sous tous régimes douaniers sauf application des dispositions restrictives de compétence reprises aux articles 2 à 7 de l'arrêté du 4 juin 1968 portant liste et attributions des bureaux de douanes.

Art. 3. — La liste et les attributions des bureaux de douanes, publiées en annexe de l'arrêté du 8 juin 1968 susvisé, sont modifiées en conséquence.

Art. 4. — La date d'ouverture de ce bureau sera fixée par décision du directeur général des douanes.

Art. 5. — Le directeur général des douanes, le directeur général du budget, de la comptabilité et de l'agence judiciaire du trésor et le directeur général du trésor, du crédit et des assurances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 septembre 1983.

P. le ministre des finances,
Le secrétaire général,
Mohamed TERBECHE.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté du 4 octobre 1983 portant agrément de l'association dénommée « Fédération algérienne de volley-ball ».

Par arrêté du 4 octobre 1983, l'association dénommée « Fédération algérienne de volley-ball » est agréée.

Elle doit exercer ses activités conformément aux dispositions contenues dans ses statuts.

Toute activité autre que celle se rapportant à l'objet de création de l'association ainsi que toute activité susceptible de porter atteinte à la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat ou fondée sur un objet illicite contraire aux lois et aux bonnes mœurs, sont rigoureusement interdites.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA REVOLUTION AGRAIRE**

Décret n° 83-724 du 10 décembre 1983 fixant les modalités d'application de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accèsion à la propriété foncière agricole.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 81-02 du 14 février 1981, modifiant et complétant l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

Vu la loi n° 81-09 du 4 juillet 1981 modifiant et complétant l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal ;

Vu la loi n° 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accession à la propriété foncière agricole ;

Vu la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983 portant code des eaux ;

Vu l'ordonnance n° 75-74 du 12 novembre 1975 portant établissement du cadastre général et institution du livre foncier ;

Vu le décret n° 76-62 du 25 mars 1976 relatif à l'établissement du cadastre ;

Vu le décret n° 76-63 du 25 mars 1976 relatif à l'institution du livre foncier ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les modalités d'application de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 susvisée.

CHAPITRE I

DE LA LOCALISATION DES TERRES A METTRE EN VALEUR

Art. 2. — La localisation des terres à mettre en valeur peut s'opérer dans le cadre du plan d'aménagement de la commune selon deux formes distinctes :

- l'une à l'initiative des collectivités locales,
- l'autre à l'initiative des candidats à la mise en valeur,

Art. 3. — La localisation opérée à l'initiative des collectivités locales porte sur des terres situées dans et autour de concentrations agricoles existantes ou potentielles, notamment du fait de la disponibilité de la ressource en eau.

Ces terres font obligatoirement et préalablement à toute opération de cession, l'objet de périmètres délimités et matérialisés après avis des services techniques compétents de l'agriculture, de l'hydraulique et des domaines.

Art. 4. — La liste des périmètres ainsi localisés est fixée par arrêté du wali et affichée dans les locaux de l'APC concernée.

Cette liste est révisable en fonction de l'évolution des données portant sur les potentialités agricoles ou la ressource en eau.

Art. 5. — Les périmètres inventoriés conformément à l'article 4 ci-dessus font l'objet d'un découpage en parcelles dont la dimension prend en compte la superficie minimale cessible et les aménagements éventuels.

Les plans issus de ces opérations font l'objet d'un affichage au niveau de l'APC concernée.

Art. 6. — La superficie minimale cessible est spécifique à chaque périmètre et est appréciée par les services techniques de wilaya de l'agriculture par référence à une unité de base correspondant à une exploitation économiquement viable dans les conditions agro-économiques locales.

L'aménagement s'entend de toute implantation d'infrastructure d'habitation, d'exploitation ou d'équipement public.

Art. 7. — La localisation opérée à l'initiative des candidats à la mise en valeur peut porter sur toute autre terre à l'exclusion des périmètres et leur proximité immédiate et sans préjudice des dispositions des articles 2 et 4 de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 susvisée.

CHAPITRE II

DES MODALITES DE PROCEDURE D'ACCESSION A LA PROPRIETE FONCIERE AGRICOLE PAR LA MISE EN VALEUR

Art. 8. — Le candidat à la mise en valeur formule une requête écrite adressée au chef de la daïra du lieu de situation de la parcelle souhaitée.

Les requêtes, accompagnées d'un dossier, sont enregistrées dans l'ordre chronologique sur deux registres ouverts à cet effet, contre remise d'un récépissé de dépôt, destinés l'un pour les candidatures portant sur des parcelles situées dans les périmètres et l'autre pour les candidatures fondées sur l'article 7 ci-dessus.

Art. 9. — Le dossier de candidature comprend :

- la requête du candidat,
- la localisation de la ou des parcelles souhaitées ainsi que leur superficie approximative,
- le programme de mise en valeur projeté,
- le montant de l'investissement envisagé,
- un plan sommaire dans le cas des parcelles situées hors périmètres, toutes les fois où cela est possible.

Art. 10. — En vue de leur instruction, les dossiers sont soumis au comité technique de daïra restreint aux représentants locaux des services de l'agriculture, de l'hydraulique et de l'administration des domaines.

Art. 11. — Le comité technique est chargé de donner un avis technique sur la faisabilité des projets de mise en valeur.

L'avis peut être favorable ou assorti de réserves.

L'avis défavorable est obligatoirement motivé.

Art. 12. — Le comité technique dispose d'un délai maximal d'un mois pour donner son avis.

Art. 13. — Les dossiers, accompagnés de l'avis du comité technique, sont transmis à l'APC du lieu de situation des parcelles aux fins de délibération, au besoin en séance extraordinaire.

Le rejet de dossier par l'A.P.C. doit être motivé dans la délibération.

Art. 14. — Les délibérations sont transmises au wali compétent pour approbation dans les formes et délais légaux.

Tout rejet de dossier par le wali doit être motivé et notifié au candidat qui dispose d'un droit de recours conformément à la législation en vigueur.

Il en est de même lorsque l'agrément du dossier est assorti de réserves ou de prescriptions techniques particulières.

Art. 15. — L'arrêté du wali, accompagné de la délibération de l'A.P.C. et du plan des parcelles, le cas échéant, est transmis à la sous-direction des affaires domaniales et foncières aux fins d'établissement d'un acte de propriété assorti de la condition résolutoire et dont le modèle est fixé par arrêté du ministre des finances. Le titre établi est enregistré puis publié à la conservation foncière territorialement compétente conformément à la réglementation en vigueur en la matière.

Art. 16. — L'A.P.C. notifie aux intéressés l'arrêté du wali dès sa réception, celui-ci vaut autorisation d'entreprendre les travaux de mise en valeur.

En tout état de cause, si au terme d'un délai de trois mois à compter du dépôt du dossier par le candidat, aucun rejet n'était notifié, ni l'arrêté intervenu, la demande est réputée acceptée et l'A.P.C. est tenue de délivrer dans ce cas une attestation reconnaissant la qualité de propriétaire au postulant.

Art. 17. — La direction de l'agriculture et des forêts de wilaya est chargée d'assurer le suivi de la procédure indiquée au présent chapitre selon les modalités qui seront précisées en tant que de besoin.

CHAPITRE III

DES MODALITES DE CONSTATATION DE LA MISE EN VALEUR

Art. 18. — Pendant la durée de la mise en valeur, le dossier de chaque propriétaire est conservé au niveau de l'A.P.C. concernée.

Art. 19. — A l'issue de la mise en valeur, le propriétaire saisit l'A.P.C., aux fins de levée de la condition résolutoire.

Art. 20. — La levée de la condition résolutoire s'opère conformément aux dispositions du présent chapitre.

Art. 21. — La réalisation du programme de mise en valeur est appréciée et constatée par un comité composé :

— du président de la commission de l'agriculture et du développement de l'A.P.C.,

du représentant local de l'U.N.P.A.,

— du représentant local des services techniques agricoles,

— du représentant local des services de l'hydraulique,

— du représentant local de l'administration des domaines.

Art. 22. — Un rapport est dressé à l'issue de chaque opération de constat dont l'original est adressé au Président de l'A.P.C. concernée et copie au propriétaire concerné.

Art. 23. — Lorsque le rapport de constat est positif, la levée de la condition résolutoire est demandée par le Président de l'A.P.C. au wali dans les quinze jours au plus à compter de la réception du rapport.

Cette levée est consacrée par un arrêté délivré dans le mois de la demande et notifié à l'A.P.C. et au propriétaire.

Art. 24. — En vue de l'annulation de la condition résolutoire, l'arrêté du wali est déposé à la conservation foncière.

Art. 25. — Lorsque le rapport de constat est négatif, le propriétaire peut user du délai maximal de cinq années s'il ne l'a pas épuisé.

A l'expiration des cinq années, et en l'absence de cas de force majeure opposée par le propriétaire, le wali, sur demande du président de l'A.P.C., saisit le juge compétent, en vue d'invoquer la condition résolutoire.

Dans le cas où le juge ordonne la résolution de l'opération, le défendeur conserve la propriété des équipements et matériels qu'il a éventuellement apportés.

CHAPITRE IV

DES SITUATIONS PARTICULIERES

Art. 26. — Nonobstant les dispositions de l'article 25 ci-dessus et conformément à l'article 11 de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 susvisée, il peut être décidé les mesures particulières prévues au présent chapitre lorsque le délai de cinq années est épuisé et que la mise en valeur n'a été que partielle.

Art. 27. — Lorsque le lot de terre mis effectivement en valeur excède la superficie minimale accessible au sens de l'article 6 du présent décret, la condition résolutoire ne porte que sur la superficie restante.

Dans le cas inverse, il est fait application de l'article 26 ci-dessus, sans préjudice de l'appréciation souveraine du juge.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 28. — Dans les zones de montagne, notamment l'accession à la propriété foncière agricole par la mise en valeur de parcelle dont la superficie ne correspond pas aux caractéristiques d'une exploitation économiquement viable au sens de l'article 6

ci-dessus obéit aux dispositions du présent décret au plan des procédures. Les prescriptions techniques particulières en matière de travaux de mise en valeur seront précisées par un texte ultérieur.

Art. 29. — Conformément à l'article 19 de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 susvisée, supprimant le droit de préemption, les mutations portant sur les terres agricoles ou à vocation agricole sont dispensées de la publicité préalable.

Dés lors, tous transferts de droits réels immobiliers portant sur des terres agricoles ou à vocation agricole sont libres.

Art. 30. — Les dispositions du présent décret pourront être précisées, en tant que de besoin, par des textes ultérieurs.

Art. 31. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID

MINISTRE DES TRANSPORTS ET DE LA PECHE

Arrêté interministériel du 1er décembre 1983 portant organisation et ouverture d'un concours, sur épreuves, pour l'accès au corps des examinateurs des permis de conduire au ministère des transports et de la pêche.

Le ministre des transports et de la pêche et

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 71-2 du 20 janvier 1971 portant extension de l'ordonnance n° 68-92 du 26 avril 1968 rendant obligatoire, pour les fonctionnaires et assimilés, la connaissance de la langue nationale ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration de certains actes à caractère réglementaire et individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'A.L.N. ou de l'O.C.F.L.N., ensemble les textes l'ayant modifié ou complété ;

Vu le décret n° 66-151 du 6 juin 1966, modifié, fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 82-191 du 29 mai 1982 portant création du corps des examinateurs des permis de conduire, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 71-43 du 23 janvier 1971 relatif au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ;

Vu le décret n° 81-115 du 6 juin 1981 portant réaménagement de certaines règles relatives au recrutement des fonctionnaires et agents publics ;

Vu le décret n° 73-137 du 9 août 1973 fixant, en matière de déconcentration de gestion des personnels, les conditions d'application de l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 février 1970, modifié, fixant les niveaux de connaissance de la langue nationale dont doivent justifier les personnels des administrations de l'Etat, des collectivités locales et établissements et organismes publics ;

Arrêtent :

Article 1er. — Il est ouvert un concours, sur épreuves, trois (3) mois après la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire pour le recrutement de trente sept (37) examinateurs des permis de conduire, suivant les dispositions ci-dessous.

Art. 2. — Ce concours est ouvert conformément aux dispositions de l'article 7 (alinéa b) du décret n° 82-191 du 29 mai 1982 susvisé ;

a) aux candidats remplissant les conditions suivantes :

1) avoir le niveau de troisième année secondaire des lycées (ex. terminale),

2) être âgé de 22 ans au moins et de 35 ans au plus au 1er janvier de l'année de concours,

Des dérogations à la limite d'âge supérieure peuvent être accordées aux candidats possédant une formation technique dans le domaine de l'automobile ou dans la prévention routière sans que ce recul ne puisse excéder cinq (5) ans.

3) être titulaire, depuis plus de deux (2) ans, du permis de conduire de la catégorie B,

b) aux fonctionnaires classés au moins à l'échelle IX, justifiant de cinq (5) années d'ancienneté dans le corps, âgés de 22 ans au moins et de 35 ans au plus, au 1er janvier de l'année du concours, titulaires du permis de conduire de la catégorie B depuis plus de deux (2) ans et ayant les connaissances probantes en matière de mécanique automobile et de prévention routière,

c) parmi les moniteurs d'auto-écoles justifiant d'un niveau d'instruction au moins équivalent au brevet d'enseignement moyen (B.E.M) et de sept (7) années d'exercice effectif dans la profession et âgés de 22 ans au moins et de 35 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours, titulaires du permis de conduire de la catégorie B, depuis plus de deux (2) ans,

Des dérogations à la limite d'âge supérieure peuvent être accordées aux candidats possédant une formation technique dans le domaine de l'automobile ou dans la prévention routière sans que ce recul puisse excéder cinq (5) ans.

Art. 3. — Dans le cas où les candidats admis n'atteignent pas le nombre fixé à l'article 1er ci-dessus, il sera ouvert une deuxième session trois (3) mois plus tard.

Art. 4. — Il sera organisé un seul centre d'examen à Alger.

Les candidats seront convoqués individuellement ou exceptionnellement par voie de presse.

Art. 5. — Les dossiers de candidatures doivent être adressés, sous pli recommandé, au ministère des transports et de la pêche - chemin Abdelkader Gadouche (Hydra - Alger).

Ils doivent comporter obligatoirement les pièces suivantes :

- une demande de participation au concours, signée par le candidat,

- un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois (3) mois,

- un extrait d'acte de naissance ou fiche familiale d'état civil,

- un certificat de nationalité algérienne de l'intéressé,

- deux certificats médicaux (médecine générale et physiologie),

- une copie certifiée conforme de l'arrêté de nomination dans le corps de l'échelle IX, accompagnée d'un procès-verbal d'installation pour les fonctionnaires,

- une attestation délivrée par les services de la direction des transports de wilaya, fournie pour les candidats moniteurs d'auto-école en vue de justifier de l'ancienneté exigée dans la profession,

- une copie certifiée conforme du certificat de scolarité de troisième année secondaire (3ème AS) des lycées (ex. terminale) pour les candidats de 3ème A.S. (ex. terminale),

- une photocopie légalisée du permis de conduire (catégorie B),

- une attestation justifiant la position du candidat vis à vis du service national,

- éventuellement, un extrait du registre des membres de l'A.L.N. ou de l'O.C.F.L.N.,

- une autorisation de l'administration d'origine pour les fonctionnaires désirant participer au concours sur épreuves,

- quatre (4) photos d'identité,

Art. 6. — La date limite de dépôt des candidatures est fixée à un (1) mois à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 7. — La liste des candidats admis à subir les épreuves du concours sera arrêtée par le ministre des transports et de la pêche.

La liste est publiée par voie d'affichage.

Art. 8. — Le concours comporte les épreuves suivantes :

1 — Epreuves écrites

- une épreuve de signalisation routière, identification des panneaux (durée : 2 heures - coefficient : 3),

- une épreuve de réglementation générale : code de la route et textes y afférents (durée 2 heures - coefficient : 2),

- une épreuve de culture générale portant sur l'analyse et la compréhension d'un texte (durée 2 heures - coefficient : 1),

- une épreuve de langue nationale portant sur une série d'exercices (durée 1 heure),

- une épreuve de mécanique automobile (durée 2 heures - coefficient : 1),

Toute note inférieure à 5/20, à l'une des deux premières épreuves écrites est éliminatoire.

Toutefois, en ce qui concerne l'épreuve de langue nationale, la note éliminatoire est fixée à 4/20.

Art. 9. — Seuls les candidats ayant obtenu une moyenne égale ou supérieure à 10/20 pourront subir les épreuves orales et pratiques.

2. — Epreuve orale et pratique

a) l'épreuve orale consiste en :

- un entretien avec un jury destiné à apprécier les connaissances des règles de la circulation routière des candidats (durée 15 minutes - coefficient : 2),

- une épreuve pratique de conduite d'un véhicule léger sur un circuit (durée 15 minutes - coefficient : 2),

Art. 10. — La liste des candidats admis définitivement au concours est arrêtée par un jury dont la composition est fixée comme suit :

- le directeur général de l'administration et de la formation ou son représentant,

- le directeur général des transports terrestres ou son représentant,

- le directeur général de la fonction publique du secrétariat d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative ou son représentant.

La liste est publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 11. — Les candidats définitivement admis au concours, sur épreuves, sont nommés en qualité d'examineurs des permis de conduire stagiaires et affectés en fonction des besoins du service.

Art. 12. — Tout candidat n'ayant pas rejoint son poste d'affectation et après notification, dans un délai d'un (1) mois, perd le bénéfice du concours.

Art. 13. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983,

*Le ministre
des transports
et de la pêche*

*Le secrétaire d'Etat à la
fonction publique et à la
réforme administrative*

Salah GOUDJIL

Djelloul KHATIB

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution de l'entreprise publique des transports de voyageurs de l'Est (T.V.E.) à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.).

Le ministre des transports et de la pêche,

Vu l'ordonnance n° 71-73 bis du 13 novembre 1971 portant création de la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.) ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-36 du 23 janvier 1982 fixant les attributions du ministre des transports et de la pêche ;

Vu le décret n° 83-306 du 7 mai 1983 portant réaménagement des statuts de la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.) et dénomination nouvelle de : « Entreprise publique de transports de voyageurs du Centre » (T.V.C.) ;

Vu le décret n° 83-307 du 7 mai 1983 portant création de l'entreprise publique des transports de voyageurs de l'Est (T.V.E.) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substituée, à compter, du 1er janvier 1984, l'entreprise publique des transports de voyageurs de l'Est (T.V.E.) pour ce qui la concerne, à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.).

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983

Salah GOUDJIL

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution de l'entreprise publique des transports de voyageurs du Sud Est (T.V.S.E.) à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.).

Le ministre des transports et de la pêche,

Vu l'ordonnance n° 71-73 bis du 13 novembre 1971 portant création de la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.) ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-36 du 23 janvier 1982 fixant les attributions du ministre des transports et de la pêche ;

Vu le décret n° 83-306 du 7 mai 1983 portant réaménagement des statuts de la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.) et dénomination nouvelle de : « Entreprise publique de transports de voyageurs du Centre » (T.V.C.) ;

Vu le décret n° 83-308 du 7 mai 1983 portant création de l'entreprise publique des transports de voyageurs du Sud Est (T.V.S.E.) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substituée, à compter, du 1er janvier 1984, l'entreprise publique des transports de voyageurs du Sud Est (T.V.S.E.) pour ce qui la concerne, à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.).

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983

Salah GOUDJIL

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution de l'entreprise publique des transports de voyageurs de l'Ouest (T.V.O.) à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.).

Le ministre des transports et de la pêche,

Vu l'ordonnance n° 71-73 bis du 13 novembre 1971 portant création de la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.) ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-36 du 23 janvier 1982 fixant les attributions du ministre des transports et de la pêche ;

Vu le décret n° 83-306 du 7 mai 1983 portant réaménagement des statuts de la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.) et dénomi-

nation nouvelle de : « Entreprise publique de transports de voyageurs du Centre » (T.V.C.) ;

Vu le décret n° 83-309 du 7 mai 1983 portant création de l'entreprise publique des transports de voyageurs de l'Ouest (T.V.O.) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substituée, à compter du 1er janvier 1984, l'entreprise publique des transports de voyageurs de l'Ouest (T.V.O.) pour ce qui la concerne, à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.).

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983

Salah GOUDJIL

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution de l'entreprise publique des transports de voyageurs du Sud-Ouest (T.V.S.O.) à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.).

Le ministre des transports et de la pêche,

Vu l'ordonnance n° 71-73 bis du 13 novembre 1971 portant création de la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.) ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-36 du 23 janvier 1982 fixant les attributions du ministre des transports et de la pêche ;

Vu le décret n° 83-306 du 7 mai 1983 portant réaménagement des statuts de la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.) et dénomination nouvelle de : « Entreprise publique de transports de voyageurs du Centre » (T.V.C.) ;

Vu le décret n° 83-310 du 7 mai 1983 portant création de l'entreprise publique des transports de voyageurs du Sud-Ouest (T.V.S.O.) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substituée, à compter du 1er janvier 1984, l'entreprise publique des transports de voyageurs du Sud-Ouest (T.V.S.O.) pour ce qui la concerne à la société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.).

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983

Salah GOUDJIL

MINISTERE DU TRAVAIL

Arrêté du 26 octobre 1983 fixant les caractéristiques du permis de travail et de l'autorisation de travail temporaire délivrés aux travailleurs étrangers.

Le ministre du travail,

Vu la loi n° 81-10 du 11 juillet 1981 relative aux conditions d'emploi des travailleurs étrangers ;

Vu le décret n° 82-510 du 25 décembre 1982 fixant les modalités d'attribution du permis de travail et de l'autorisation de travail temporaire aux travailleurs étrangers, notamment ses articles 3 et 5 ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de fixer la forme, le contenu et les caractéristiques du permis de travail et de l'autorisation de travail temporaire prévus aux articles 3 et 5 du décret n° 82-510 du 25 décembre 1982.

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 82-510 du 25 décembre 1982 susvisé, la forme du permis de travail et les mentions qui doivent y être portées sont fixées conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Art. 3. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 82-510 du 25 décembre 1982 susvisé, la forme de l'autorisation de travail temporaire et les mentions qui doivent y être portées sont fixées conformément au modèle annexé au présent décret.

Art. 4. — En cas de perte, vol ou destruction du permis de travail ou de l'autorisation de travail temporaire, le travailleur étranger est tenu d'en faire la déclaration aux services de l'emploi territorialement compétents dans les quarante-huit (48) heures qui suivent la perte, le vol ou la destruction et de présenter le récépissé de la déclaration faite auprès des services compétents de la sûreté nationale ou de la gendarmerie nationale.

Art. 5. — Les permis de travail et les autorisations de travail temporaire, délivrés antérieurement à la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, demeurent valides jusqu'à la date de leur expiration.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 octobre 1983.

Mouloud OUMEZIANE

ANNEXE I

MODELE ET CARACTERISTIQUES
DU PERMIS DE TRAVAIL

CARACTERISTIQUES DU PERMIS DE TRAVAIL

1°) Dimensions :

— 220 mm × 105 mm à raison de 3 volets.

2°) Couleur :

— Bleu.

REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DU TRAVAIL

WILAYA DE :

DIRECTION
DU TRAVAIL,
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE
ET DE L'APPRENTISSAGE

PERMIS DE TRAVAIL

N°

RENOUVELLEMENT
DU PERMIS DE TRAVAILPoste de travail
durée
du au
lieu de travailNom et adresse de l'organisme
employeurFait à
leTIMBRE
FISCAL

Cachet et Signature

Le directeur de wilaya

EXTRAIT DE LA LOI
N° 81-10 DU 11 JUILLET 19811°) « le permis de travail doit être
présenté à toute requisition des
autorités compétentes ».

(Article 17)

2°) « le travailleur étranger qui
contrevient aux dispositions de
la présente loi est puni d'une
amende de mille (1.000) DA à
cinq mille (5.000) DA et d'un
emprisonnement de dix (10)
jours à un mois ou de l'une de
ces deux peines seulement, sans
préjudice des mesures adminis-
tratives qui peuvent être prises
à son encontre ».

(Article 25)

N° DE SERIE

LE TITULAIRE DU PRESENT
PERMIS DE TRAVAIL
EST AUTORISE A OCCUPERLe poste de travail de
durée
du au
lieu de travailNom et adresse de l'organisme
employeurFait à
le

Cachet et Signature

Le directeur de wilaya

RENOUVELLEMENT
DU PERMIS DE TRAVAILPoste de travail
durée
du au
lieu de travailNom et adresse de l'organisme
employeurFait à
leTIMBRE
FISCAL

Cachet et Signature

Le directeur de wilaya

TIMBRE
FISCALEPHOTO
4 × 4

CACHET

Nom :
prénom :
date de naissance :
lieu de naissance :
nationalité :
qualification :

date d'entrée en Algérie :

Signature du titulaire

ANNEXE II

MODELE ET CARACTERISTIQUES
DE L'AUTORISATION DE TRAVAIL TEMPORAIRECARACTERISTIQUES DE L'AUTORISATION
DE TRAVAIL TEMPORAIRE

- 1) Dimensions
210 mm x 270 mm.
- 2) Couleur
Blanche.

MINISTERE DU TRAVAIL

REPUBLIQUE ALGERIENNE
démocratique et populaireDIRECTION GENERALE
DE L'EMPLOIDIRECTION DE WILAYA
DU TRAVAIL,
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE
ET DE L'APPRENTISSAGE

T.S.

PHOTO
4 x 4

DE

N°

AUTORISATION DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Nom prénoms

Né (e) le à

Nationalité

Adresse

Qualification professionnelle

Date d'entrée en Algérie

Est autorisé (e) à occuper le poste de travail

De

Durant (en toutes lettres) du au

Lieu de travail

Organisme employeur

Adresse

Délivré à

Le

LE DIRECTEUR DE WILAYA
CHARGE DE L'EMPLOI

Cachet et signature,

MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

Arrêté interministériel du 15 septembre 1983 portant organisation et ouverture d'un concours, sur épreuves, pour l'accès au corps des agents d'administration au ministère de l'habitat et de l'urbanisme.

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme et

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 71-2 du 20 janvier 1971 portant extension de l'ordonnance n° 68-92 du 26 avril 1968 rendant obligatoire, pour les fonctionnaires et assimilés, la connaissance de la langue nationale ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966, modifié, relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'ALN et de l'OCFLN, ensemble les textes l'ayant modifié et complété ;

Vu le décret n° 66-151 du 2 juin 1966, modifié, fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 71-43 du 28 janvier 1971 relatif au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ;

Vu le décret n° 67-137 du 31 juillet 1967, modifié, fixant les dispositions applicables au corps des agents d'administration ;

Vu le décret n° 81-115 du 6 juin 1981 portant réaménagement de certaines règles relatives au recrutement des fonctionnaires et agents publics ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 février 1970, modifié, fixant les niveaux de connaissance de la langue nationale dont doivent justifier les personnels des administrations de l'Etat, des collectivités locales et des établissements et organismes publics ;

Arrêtent :

Article 1er. — Il est organisé, au ministère de l'habitat et de l'urbanisme, un concours, sur épreuves, pour l'accès au corps des agents d'administration, suivant les dispositions fixées par le présent arrêté.

Art. 2. — Ce concours est ouvert :

a) aux candidats âgés de 17 ans au moins et de 30 ans au plus, au 1er janvier de l'année du concours, justifiant du diplôme d'enseignement moyen (B.E.M.) ou d'un titre admis en équivalence ;

b) aux candidats âgés de 40 ans au plus, au 1er janvier de l'année du concours et totalisant au moins, 5 années de services effectifs dans les corps des agents de bureau ou d'agents dactylographes en qualité de titulaires.

Art. 3. — La limite d'âge fixée est reculée d'un an par enfant à charge, sans que ce maximum n'excède 5 ans. Ce maximum est porté à 10 ans en faveur des membres de l'Armée de libération nationale ou de l'Organisation civile du Front de libération nationale.

Art. 4. — Le dossier de candidature, pour les candidats non fonctionnaires, doit comprendre :

- une demande de participation, signée du candidat,
- un extrait d'acte de naissance ou une fiche familiale d'état civil,
- un certificat de nationalité algérienne,
- un extrait du casier judiciaire,
- deux certificats médicaux (médecine générale et phthisiologie),
- une copie certifiée conforme du diplôme ou du titre reconnu équivalent,
- éventuellement, un extrait du registre de membres de l'ALN ou de l'OCFLN.

Le dossier de candidature pour les candidats fonctionnaires doit comprendre :

- une demande de participation au concours, signée du candidat,
- un extrait d'acte de naissance ou fiche familiale d'état civil,
- une copie certifiée conforme de l'arrêté de titularisation dans le corps des agents de bureau ou agents dactylographes,
- une copie du procès-verbal d'installation,
- éventuellement, un extrait de registre de membres de l'ALN ou de l'OCFLN.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée à 2 mois, à compter de la publication du présent arrêté au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 5. — Les dossiers de candidature doivent parvenir au ministère de l'habitat et de l'urbanisme, direction générale de l'administration, de la réglementation et des professions, 4, route des Quatre Canons, Alger.

Art. 6. — La liste des candidats au concours est arrêtée par le ministère de l'habitat et de l'urbanisme. Elle est publiée par voie d'affichage.

Art. 7. — Le concours comprend 3 épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission, dont le programme est joint à l'annexe du présent arrêté.

I. — EPREUVES ECRITES D'ADMISSIBILITE :

a) Une composition d'ordre général sur un sujet à caractère économique et social ;

Durée : 3 heures - coefficient : 2 ;

b) Une composition, au choix du candidat, portant soit sur un sujet d'histoire ou de géographie correspondant aux programmes de l'enseignement de la 4ème année moyenne (ex 3ème), soit sur un sujet à caractère administratif, pour les candidats ayant la qualité de fonctionnaires ;

Durée : 2 heures - coefficient : 2 ;

Toute note inférieure à 5/20 à l'une des épreuves est éliminatoire ;

c) Une composition d'arabe pour les candidats ne composant pas en langue nationale ;

Durée : 1 heure ;

Toute note inférieure à 4/20 est éliminatoire.

II. — EPREUVE ORALE D'ADMISSION :

Une discussion d'une durée de 20 minutes avec le jury portant sur un sujet d'ordre général ;

Coefficient : 2.

Les épreuves du concours se dérouleront 3 mois, à partir de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 8. — Des bonifications de points sont accordées aux candidats membres de l'A.L.N. ou de l'O.C.F.L.N., suivant les conditions fixées par le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 susvisé.

Art. 9. — La liste des candidats définitivement admis au concours est arrêtée par le jury d'admission.

Art. 10. — Le jury d'admission, prévu à l'article 9 ci-dessus est composé comme suit :

- le directeur de l'administration générale du ministère de l'habitat et de l'urbanisme, président,
- le directeur général de la fonction publique du secrétariat d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative ou son représentant,
- le sous-directeur du personnel et de l'action sociale,
- un agent d'administration, titulaire.

Art. 11. — Le nombre de postes à pourvoir est fixé à 200.

Art. 12. — Les candidats admis au concours sont nommés en qualité d'agents d'administration stagiaires et affectés au ministère de l'habitat et de l'urbanisme.

Art. 13. — Tout candidat n'ayant pas rejoint son poste un mois, au plus tard, après notification de son affectation, perd le bénéfice du concours, sauf cas de force majeure.

Art. 14. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 septembre 1983.

*Le ministre
de l'habitat
et de l'urbanisme,*

*Le secrétaire d'Etat
à la fonction publique
et à la réforme
administrative,*

Ghazali AHMED ALI

Djelloul KHATIB

ANNEXE**I. — Culture générale :**

- La Charte nationale,
- La révolution agraire,
- La révolution industrielle,
- La révolution culturelle,

II. — Rédaction administrative :

- Les caractères de la rédaction administrative,
- La préparation des documents administratifs,
- La présentation matérielle des documents administratifs,
- Les différents documents administratifs : bordereaux d'envoi, lettres, notes, procès-verbaux, rapports, circulaires ;

III. — Géographie économique de l'Algérie :

- a) Aspects physiques : le relief, le climat, la végétation,
- b) Aspects démographiques,
- Les problèmes démographiques,
- L'infrastructure économique,
- Les ressources minières de l'Algérie ;

IV. — Histoire de l'Algérie de 1830 à nos jours :

- La résistance de l'Emir Abdelkader,
- Le déclenchement de la lutte de libération nationale et ses différentes étapes ;

V. — Langue nationale :

- Les éléments fondamentaux de la grammaire arabe,
- Vocabulaire,
- Explication de texte,

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture d'Ech Cheliff (B.E.A.-Ech Cheliff) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 82-341 du 13 décembre 1982 portant création du bureau d'études d'architecture d'Ech Cheliff (B.E.A.-Ech Cheliff) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études d'architecture d'Ech Cheliff (B.E.A.-Ech Cheliff), au niveau de l'unité régionale d'Ech Cheliff.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Béjaïa (B.E.A.-Béjaïa) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 82-342 du 13 novembre 1982 portant création du bureau d'études d'architecture de Béjaïa (B.E.A.-Béjaïa) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études d'architecture de Béjaïa (B.E.A.-Béjaïa), au niveau de l'unité régionale de Béjaïa.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Blida (B.E.A.-Blida) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 82-343 du 13 novembre 1982 portant création du bureau d'études d'architecture de Blida (B.E.A.-Blida) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études d'architecture de Blida (B.E.A.-Blida), au niveau de l'unité régionale de Blida.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Sétif (B.E.A.-Sétif) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 82-344 du 13 novembre 1982 portant création du bureau d'études d'architecture de Sétif (B.E.A.-Sétif) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études d'architecture de Sétif (B.E.A.-Sétif), au niveau de l'unité régionale de Sétif.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Annaba (B.E.A.-Annaba) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 82-345 du 13 novembre 1982 portant création du bureau d'études d'architecture de Annaba (B.E.A.-Annaba) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études d'architecture de Annaba (B.E.A.-Annaba), au niveau de l'unité régionale de Annaba.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture d'Oran (B.E.A.-Oran) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 82-346 du 13 novembre 1982 portant création du bureau d'études d'architecture d'Oran (B.E.A.-Oran) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études d'architecture d'Oran (B.E.A.-Oran), au niveau de l'unité régionale d'Oran.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture d'Oum El Bouaghi (B.E.A.-Oum El Bouaghi) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10^e et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 83-288 du 30 avril 1983 portant création du bureau d'études d'architecture d'Oum El Bouaghi (B.E.A.-Oum El Bouaghi) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études d'architecture d'Oum El Bouaghi (B.E.A.-Oum El Bouaghi), au niveau de l'unité régionale d'Oum El Bouaghi.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Batna (B.E.A.-Batna) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10^e et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 83-289 du 30 avril 1983 portant création du bureau d'études d'architecture de Batna (B.E.A.-Batna) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études d'architecture de Batna (B.E.A.-Batna), au niveau de l'unité régionale de Batna.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Ouargla (B.E.A.-Ouargla) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10^e et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 83-290 du 30 avril 1983 portant création du bureau d'études d'architecture de Ouargla (B.E.A.-Ouargla) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études d'architecture de Ouargla (B.E.A.-Ouargla), au niveau de l'unité régionale de Ouargla.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Saïda (B.E.A.-Saïda) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 83-291 du 30 avril 1983 portant création du bureau d'études d'architecture de Saïda (B.E.A.-Saïda) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études d'architecture de Saïda (B.E.A.-Saïda), au niveau de l'unité régionale de Saïda.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études d'architecture de Djelfa (B.E.A.-Djelfa) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 83-292 du 30 avril 1983 portant création du bureau d'études d'architecture de Djelfa (B.E.A.-Djelfa) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études d'architecture de Djelfa (B.E.A.-Djelfa), au niveau de l'unité régionale de Djelfa.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études techniques et d'architecture de Mascara (E.T.A.-Mascara) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 83-294 du 30 avril 1983 portant création du bureau d'études techniques et d'architecture de Mascara (E.T.A.-Mascara) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études techniques et d'architecture de Mascara (E.T.A.-Mascara), au niveau de l'unité régionale de Mascara.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

Arrêté du 1er décembre 1983 portant substitution du bureau d'études de restauration et de préservation des quartiers anciens (B.E.R.E.P.) au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.).

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-12 du 23 janvier 1968 portant création du bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mai 1978 portant attributions du ministre de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat ;

Vu le décret n° 80-242 du 4 octobre 1980 relatif à la mise en œuvre de la restructuration des entreprises ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 83-293 du 30 avril 1983 portant création du bureau d'études de restauration et de préservation des quartiers anciens (B.E.R.E.P.) ;

Arrête :

Article 1er. — Est substitué, à compter du 1er janvier 1984, au bureau central d'études de travaux publics d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), le bureau d'études de restauration et de préservation des quartiers anciens (B.E.R.E.P.), au niveau de l'unité siège Casbah d'Alger.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1983.

Ghazali AHMED ALI

MINISTERE DU COMMERCE

Décret n° 83-258 du 16 avril 1983 relatif au registre du commerce (rectificatif).

J.O. n° 16 du 19 avril 1983

Page 721, 2ème colonne, article 14, 5ème et 6ème lignes :

Au lieu de :

« ...qu'aux formalités prévues aux articles 26 et 46 du présent décret ».

Lire :

« ...qu'à la formalité prévue à l'article 46 du présent décret ».

(Le reste sans changement).

Décret n° 83-319 du 7 mai 1983 relatif à l'utilisation des effets de commerce dans les relations commerciales entre opérateurs publics (rectificatif).

J.O. n° 19 du 10 mai 1983

Page 887, 1ère colonne, 9ème ligne de l'article 6, 3ème ligne de l'article 7 et page 887, 2ème colonne, 2ème et 8ème lignes de l'article 8, 6ème ligne de l'article 9, 4ème ligne de l'article 12, 2ème, 7ème et 11ème lignes de l'article 13 :

Au lieu de :

« tireur »

Lire :

« tiré »

Page 887, 1ère et 2ème ligne de l'article 14 :

Au lieu de :

« ...si l'effet est accepté ou souscrit, il est remis... »

Lire :

« ...l'effet accepté ou souscrit est remis... »

(Le reste sans changement).

Décret n° 83-725 du 10 décembre 1983 relatif au transfert à l'entreprise de distribution « les galeries d'Alger » (E.D.G. d'Alger) des structures moyens, biens, activités et personnels détenus ou gérés par la société nationale « les nouvelles galeries algériennes » (S.N.N.G.A.).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 15, 32, 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 78-02 du 11 février 1978 relative au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur ;

Vu la loi n° 80-04 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par l'Assemblée populaire nationale ;

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par la Cour des comptes, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 81-03 du 26 septembre 1981 et approuvée par la loi n° 81-12 du 5 décembre 1981 ;

Vu l'ordonnance n° 67-41 du 9 mars 1967 portant création de la société nationale « les nouvelles galeries algériennes » (S.N.N.G.A.) ;

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national ;

Vu l'ordonnance n° 75-76 du 21 novembre 1975 fixant les principales relations entre l'entreprise socialiste, l'autorité de tutelle et les autres administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 83-143 du 26 février 1983 portant création de l'entreprise de distribution « les galeries d'Alger » (E.D.G. d'Alger) ;

Décète :

Article 1er. — Sont transférés à l'entreprise de distribution « les galeries d'Alger » (E.D.G. d'Alger) dans les conditions fixées par le présent décret et dans la limite de la mission qui lui est confiée :

1) l'ensemble des activités de la société nationale « les nouvelles galeries algériennes » (S.N.N.G.A.), exercées sur le territoire de la wilaya d'Alger ;

2) les biens, droits, parts, obligations, moyens et structures attachés aux activités relevant de l'entreprise de distribution « les galeries d'Alger » (E.D.G. d'Alger), assumés par la société nationale « les nouvelles galeries algériennes » (S.N.N.G.A.) ;

3) les personnels liés à la gestion et au fonctionnement des activités, structures, moyens et biens visés ci-dessus ;

Art. 2. — Le transfert des activités prévues à l'article 1er ci-dessus emporte :

1) substitution de l'entreprise de distribution « les galeries d'Alger » (E.D.G. d'Alger) à la société nationale « les nouvelles galeries algériennes » (S.N.N.G.A.), au titre de ses activités exercées sur le territoire de la wilaya d'Alger, à compter du 31 décembre 1983.

2) cessation, à compter de la même date, de l'ensemble des activités de la société nationale « les nouvelles galeries algériennes » (S.N.N.G.A.), exercées sur le territoire de la wilaya d'Alger ;

Art. 3. — Le transfert prévu à l'article 1er du présent décret, des moyens, biens, parts, droits et obligations détenus ou gérés par la société nationale « les nouvelles galeries algériennes » (S.N.N.G.A.), au titre de ses activités, donne lieu :

A) à l'établissement :

1) d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif, dressé, conformément aux lois et règlements en vigueur, par une commission présidée par un représentant du ministre chargé du commerce et dont les membres sont désignés conjointement par le ministre chargé du commerce et par le ministre chargé des finances ;

2) d'une liste d'inventaire fixée conjointement par arrêté du ministre chargé du commerce et du ministre chargé des finances ;

3) d'un bilan de clôture des activités et des moyens utilisés dans le domaine de l'approvisionnement et de la distribution à travers ses magasins à grande surface, indiquant la valeur des éléments du patrimoine faisant l'objet du transfert à l'entreprise de distribution « les galeries d'Alger » (E.D.G. d'Alger). Ce bilan de clôture doit faire l'objet, dans un délai maximal de trois (3) mois, du contrôle et du visa prévus par la législation en vigueur ;

B) à la définition des procédures de communication des informations et documents se rapportant à l'objet du transfert prévu à l'article 1er du présent décret ;

A cet effet, le ministre chargé du commerce peut arrêter les modalités nécessaires à la sauvegarde, à la protection des archives ainsi qu'à leur conservation et à leur communication à l'entreprise de distribution « les galeries d'Alger » (E.D.G. d'Alger).

Art. 4. — Les personnels liés au fonctionnement et à la gestion de l'ensemble des structures et moyens visés à l'article 1er, 3ème du présent décret sont transférés à l'entreprise de distribution « les galeries d'Alger » (E.D.G. d'Alger), conformément à la législation en vigueur.

Les droits et obligations des personnels visés ci-dessus demeurent régis par les dispositions légales, soit statutaires, soit contractuelles, qui les régissent à la date de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Le ministre chargé du commerce fixera, en tant que de besoin, pour le transfert desdits personnels, les modalités relatives aux opérations requises en vue d'assurer le fonctionnement régulier et continu des structures de l'entreprise de distribution « les galeries d'Alger » (E.D.G. d'Alger).

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté interministériel du 1er septembre 1983 relatif à l'uniformisation du cursus de formation des ingénieurs des travaux publics.

Le ministre des travaux publics et

Le ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique,

Vu le décret n° 68-210 du 30 mai 1968 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux ingénieurs de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-211 du 30 mai 1968 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux ingénieurs d'application ;

Vu le décret n° 71-86 du 9 avril 1971 portant création d'un corps d'ingénieurs d'application des travaux publics ;

Vu le décret n° 77-7 du 23 janvier 1977 portant création de l'école nationale des travaux publics ;

Vu le décret n° 78-171 du 29 juillet 1978 portant création de l'école nationale des ingénieurs d'application des travaux publics ;

Vu le décret n° 83-363 du 28 mai 1983 relatif à l'exercice de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure ;

Arrêtent :

Article 1er. — Les élèves-ingénieurs d'Etat des travaux publics et les élèves-ingénieurs d'application des travaux publics, admis au cycle de formation d'ingénieurs d'Etat ou d'ingénieurs d'application, reçoivent un enseignement commun de quatre (4) semestres au sein de l'école nationale des travaux publics de Kouba en vue d'uniformiser le *cursus* de formation des élèves-ingénieurs.

Art. 2. — Les programmes d'enseignement commun sont arrêtés conjointement par le ministre des travaux publics et le ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique.

Art. 3. — A l'issue de la formation commune, les élèves ingénieurs ayant accompli avec succès les épreuves sont orientés en fonctions des résultats d'études et des besoins du ministère des travaux publics, avec le cycle de formation soit d'ingénieurs de l'Etat, soit d'ingénieurs d'application.

Une instruction du ministre des travaux publics fixera les modalités d'application du présent article.

Art. 4. — Une année préparatoire commune aux deux établissements de formation susvisés est ouverte, sur concours, aux élèves non bacheliers.

Art. 5. — Le directeur des personnels et de la formation du ministère des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er septembre 1983.

Le ministre des travaux
publics

Le ministre
de l'enseignement et de la
recherche scientifique

Mohamed KORTEBI

Abdelhak Rafik BERERHI

MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Décret n° 83-572 du 15 octobre 1983 portant organisation et sanction de la formation professionnelle dispensée par les centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (rectificatif).

J.O. n° 43 du 18 octobre 1983

Page 1752, 2ème colonne, article 2, 7ème et 8ème lignes.

Au lieu de :

« ... assurée par les centres de formation professionnelle des adultes (C.F.P.A.)... »

Lire :

« ... assurés par les centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (C.F.P.A.)... »

Page 1754, 1ère colonne, article 12, 7ème ligne :

Au lieu de :

... excéder 2835 heures ...

Lire :

.. excéder 2160 heures...

Le reste sans changement.

MINISTERE DE LA CULTURE

Décret n° 83-726 du 10 décembre 1983 portant création d'un corps de conservateurs chargés de recherches des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la culture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, notamment son article 216 ;

Vu le décret n° 81-211 du 22 août 1981 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps de conservateurs chargés de recherches, des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées et notamment son article 2 ;

Décète :

Article 1er. — Il est créé, au ministère de la culture, un corps des conservateurs chargés de recherches, des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées, révis par le décret n° 81-211 du 22 août 1981 susvisé.

Art. 2. — Le ministre de la culture assure la gestion du corps institué par le présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 83-727 du 10 décembre 1983 portant création d'un corps d'attachés de recherches, des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la culture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, notamment son article 216 ;

Vu le décret n° 81-212 du 22 août 1981 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés de recherches, des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées et notamment son article 2 ;

Décète :

Article 1er. — Il est créé, au ministère de la culture, un corps d'attachés de recherches, des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées, révis par le décret n° 81-212 du 22 août 1981 susvisé.

Art. 2. — Le ministre de la culture assure la gestion du corps institué par le présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 83-728 du 10 décembre 1983 portant création d'un corps d'assistants de recherches, des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la culture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, notamment son article 216 ;

Vu le décret n° 81-213 du 22 août 1981 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des assistants de recherches, des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées et notamment son article 2 ;

Décète :

Article 1er. — Il est créé, au ministère de la culture, un corps d'assistants de recherches, des bibliothèques, archives, centres de documentation, antiquités et musées, révis par le décret n° 81-213 du 22 août 1981 susvisé.

Art. 2. — Le ministre de la culture assure la gestion du corps institué par le présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 83-729 du 10 décembre 1983 portant création d'un corps d'agents techniques des bibliothèques, archives, centres de documentation, musées et sites historiques.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la culture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, notamment son article 216 ;

Vu le décret n° 81-214 du 22 août 1981 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des agents techniques des bibliothèques, archives, centres de documentation, musées et sites historiques et notamment son article 2 ;

Décète :

Article 1er. — Il est créé, au ministère de la culture, un corps d'agents techniques des bibliothèques, archives, centres de documentation, musées et sites historiques, régis par le décret n° 81-214 du 22 août 1981 susvisé.

Art. 2. — Le ministre de la culture assure la gestion du corps institué par le présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 83-730 du 10 décembre 1983 portant création d'un corps d'aides techniques des bibliothèques, archives, centres de documentation, musées et sites historiques.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la culture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, notamment son article 216 ;

Vu le décret n° 81-215 du 22 août 1981 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps d'aides techniques des bibliothèques, archives, centres de documentation, musées et sites historiques et notamment son article 2 ;

Décète :

Article 1er. — Il est créé, au ministère de la culture, un corps d'aides techniques des bibliothèques, archives, centres de documentation, musées et sites historiques, régis par le décret n° 81-215 du 22 août 1981 susvisé.

Art. 2. — Le ministre de la culture assure la gestion du corps institué par le présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

SECRETARIAT D'ETAT AUX FORETS ET A LA MISE EN VALEUR DES TERRES

Décret n° 83-731 du 10 décembre 1983 modifiant le décret n° 81-318 du 28 novembre 1981 portant création du parc zoologique et des loisirs d'Alger.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeurs des terres;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics;

Vu le décret n° 81-49 du 21 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 81-318 du 28 novembre 1981 portant création du parc zoologique et des loisirs d'Alger ;

Décète :

Article 1er. — Les statuts du « parc zoologique et des loisirs d'Alger », créé par le décret n° 81-318 du 28 novembre 1981 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit.

TITRE I**DENOMINATION - OBJET - SIEGE**

Art. 2. — « Le parc zoologique et des loisirs d'Alger » est un établissement public à caractère économique et à vocation socio-culturelle doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 3. — Le parc zoologique et des loisirs d'Alger est placé sous la tutelle du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Son siège est fixé à Alger.

Art. 4. — Le parc zoologique et des loisirs d'Alger a pour objet :

a) en matière zoologique :

— la présentation d'une collection de faune exotique,

— la présentation d'une collection de faune nationale,

— la conservation et le développement des espèces animales menacées de disparition ainsi que la préservation et l'enrichissement du capital cynégétique,

— l'échange d'animaux, de documentation avec les différents parcs zoologiques nationaux ou étrangers,

— la vulgarisation et la sensibilisation à la conservation de la faune.

b) en matière botanique :

- la conservation et l'enrichissement de la flore du parc,
- la gestion de la pépinière ornementale,
- l'entretien et l'embellissement des espaces verts,
- l'organisation de florales permanentes, saisonnières et annuelles,
- la vulgarisation et la sensibilisation à la floriculture,
- la réalisation, la gestion d'un jardin exotique.

c) en matière de loisirs :

- la mise à la disposition du public d'un ensemble d'attractions,
- l'organisation permanente des manifestations culturelles,
- l'organisation et la gestion de tous services, unités nécessaires aux loisirs et à la détente du public.

Art. 5. — Le parc zoologique et des loisirs peut créer des annexes situées hors de son enceinte.

Ces annexes sont placées sous l'autorité du directeur général du parc zoologique et des loisirs d'Alger.

Art. 6. — Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le parc peut :

- apporter son concours à la réalisation d'opérations de formation, entreprises dans les parcs zoologiques, parcs nationaux et réserves naturelles,
- conclure toute convention ou accord avec les organismes nationaux ou étrangers, relatifs à son domaine d'activité,
- participer, tant en Algérie qu'à l'étranger, aux colloques et séminaires se rapportant à son objet et organiser des missions à but scientifique et technique.

TITRE II

ORGANISATION - FONCTIONNEMENT

Art. 7. — A titre transitoire et en attendant la définition des modalités d'extension de la gestion socialiste des entreprises au secteur socio-culturel, le parc zoologique et des loisirs d'Alger est régi par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et celles du présent décret.

Article 8. — Le parc zoologique et des loisirs d'Alger est administré par un conseil d'administration et géré par un directeur général.

Chapitre I

Le conseil d'administration

Art. 9. — Le conseil d'administration comprend :

- le secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres, président,
- le représentant du ministre de l'intérieur,
- le représentant du ministre des finances,
- le représentant du ministre du tourisme,

- le représentant du ministre de la santé,
- le représentant du ministre de l'éducation et de l'enseignement fondamental,
- le représentant du ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique,
- le représentant du ministre de l'information,
- le représentant du ministre de la jeunesse et des sports,
- le représentant du ministre de la culture,
- le représentant du secrétaire d'Etat à l'enseignement secondaire et technique,
- le représentant du Parti du Front de libération nationale,
- le wali d'Alger ou son représentant,
- le représentant de l'institut national de la recherche forestière,
- le président du conseil populaire de la ville d'Alger ou son représentant,
- le président de l'assemblée populaire communale de la daïra ou son représentant,
- le directeur de la sauvegarde et de la promotion de la nature du secrétariat d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Le directeur général du parc zoologique et des loisirs d'Alger et l'agent comptable assistent aux réunions avec voix consultative. Le conseil d'administration peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclaircir dans ses délibérations.

Art. 10. — Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire, une fois par an, sur convocation de son président.

Il se réunit en session extraordinaire sur la requête de l'autorité de tutelle ou du tiers de ses membres.

Le président établit l'ordre du jour des réunions sur propositions du directeur général du parc.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion ; ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit jours.

Art. 11. — Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement qu'en présence des 2/3 de ses membres.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion aura lieu dans un délai de huit (8) jours. Dans ce cas, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 12. — Les décisions du conseil sont adoptées à la majorité simple. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. Les délibérations font l'objet de procès-verbaux consignés sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

Art. 13. — Le secrétariat du conseil est assuré par le directeur général du parc zoologique et des loisirs d'Alger.

Art. 14. — Sur le rapport du directeur général du parc zoologique et des loisirs d'Alger, le conseil d'administration se prononce sur :

- l'organisation et le fonctionnement général du parc,
- les programmes de travail annuel et pluriannuel ainsi que le bilan d'activité de l'année écoulée,
- les conditions générales des passations de conventions, marchés et autres transactions engageant le parc,
- les états prévisionnels des recettes et dépenses,
- les comptes annuels,
- le règlement comptable et financier,
- le statut et les conditions de rémunération du personnel,
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs.

Les délibérations du conseil d'administration sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours suivants leur adoption.

Chapitre II

Le directeur général

Art. 15. — Le directeur général du parc zoologique et des loisirs d'Alger est nommé par décret, sur proposition du ministre de tutelle. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 16. — Le directeur général est assisté de directeurs nommés par arrêté du ministre de tutelle, sur proposition du directeur général du parc. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Art. 17. — Le directeur général est responsable du fonctionnement général du parc dans le respect des attributions du conseil d'administration :

A cet effet, il :

- représente le parc dans tous les actes de la vie civile,
 - exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel,
 - établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'administration, il les présente, pour approbation, à l'autorité de tutelle,
 - met en œuvre les décisions du conseil d'administration dont il tient le secrétariat,
 - assure la préparation des réunions du conseil d'administration,
 - est ordonnateur du budget général du parc dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur,
- à ce titre :**

- il établit le projet de budget, engage et ordonne les dépenses du parc,
- il passe tous les marchés, accords et conventions.

Chapitre III

Organisation interne

Art. 18. — Pour la réalisation de son objet, le parc zoologique et des loisirs d'Alger dispose :

- de services centraux,
- d'unités spécialisées bénéficiant de l'autonomie de gestion, créées par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

TITRE III

GESTION FINANCIERE

Art. 19. — L'exercice financier du parc est ouvert le 1er janvier et clos le 31 décembre de chaque année.

La comptabilité est tenue en la forme commerciale conformément à l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national.

Art. 20. — Le budget du parc comporte :

1°) en recettes :

A) recettes ordinaires :

- le produit des prestations de services se découplant de ses installations,
- le produits des concessions.

B) recettes extraordinaires :

- les subventions annuelles de l'Etat,
- les dons et legs de l'Etat ou organismes publics ou privés,
- l'excédent éventuel du précédent exercice.

2°) en dépenses :

- dépenses de fonctionnement,
- dépenses d'équipement,
- dépenses nécessaires à la réalisation de son objet.

Art. 21. — Les comptes prévisionnels du parc, accompagnés des avis et recommandations du conseil d'administration, sont soumis, pour approbation et dans les délais réglementaires, au ministre de tutelle, au ministre chargé des finances et au ministre chargé de la planification.

Art. 22. — Le bilan, le compte de résultats, le compte d'affectation des résultats et le rapport annuel d'activités de l'exercice écoulé, accompagnés des avis et recommandations du conseil d'administration et des rapports de l'institution chargée du contrôle sont adressés au ministre de tutelle, au ministre chargé des finances, au ministre chargé de la planification et au président de la Cour des comptes.

Art. 23. — La tenue des écritures et le manèment des fonds sont confiés à un agent comptable soumis aux dispositions du décret n° 65-259 du 14 octobre 1965

fixant les obligations et les responsabilités des comptables. Le comptable est nommé conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics.

Art. 24. — Les dispositions du décret n° 81-318 du 28 novembre 1981, contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Art. 25. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

SECRETARIAT D'ETAT A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE

Arrêté du 10 octobre 1983 portant création d'annexes du centre national d'enseignement généralisé par correspondance, radiodiffusion et télévision auprès de directions de l'éducation de wilaya.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement secondaire et technique,

Vu l'ordonnance n° 69-37 du 22 mai 1969 portant création du centre national d'enseignement généralisé par correspondance, radiodiffusion et télévision ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 juillet 1983 portant organisation du centre national d'enseignement généralisé par correspondance, radiodiffusion et télévision ;

Arrête :

Article 1er. — Il est créé des annexes du centre national d'enseignement généralisé par correspondance, radiodiffusion et télévision auprès des directions de l'éducation des wilayas d'Ech Chélif, Laghouat, Béjaïa, Béchar, Tiaret, Tizi Ouzou, Alger, Saïda, Skikda, Annaba, Constantine, Médéa et Oran.

Art. 2. — Les directions de l'éducation de wilaya couvertes par chacune des annexes sont fixées au tableau joint au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 octobre 1983.

Mohamed Larbi OULD KHELIFA.

TABEAU

Implantation de l'annexe	Direction de l'éducation couvertes par l'annexe
Direction de l'éducation de la wilaya d'Alger	Alger
Direction de l'éducation de la wilaya de Tizi Ouzou	Tizi Ouzou-Boulra
Direction de l'éducation de la wilaya de Béjaïa	Béjaïa-Sétif
Direction de l'éducation de la wilaya de Skikda	Skikda-Jijel
Direction de l'éducation de la wilaya de Constantine	Constantine-Batna-Biskra
Direction de l'éducation de la wilaya de Annaba	Annaba-Guelma-Tébessa- Oum El Bouaghi
Direction de l'éducation de la wilaya de Médéa	Médéa-Blida
Direction de l'éducation de la wilaya de Laghouat	Laghouat-M'Sila-Ouargla- Tamanrasset
Direction de l'éducation de la wilaya de Tiaret	Tiaret-Djelfa
Direction de l'éducation de la wilaya d'Ech Chélif	Ech Cheliff-Mostaganem
Direction de l'éducation de la wilaya d'Oran	Oran-Tlemcen-Sidi Bel Abbès
Direction de l'éducation de la wilaya de Saïda	Saïda-Mascara
Direction de l'éducation de la wilaya de Béchar	Béchar-Adrar

SECRETARIAT D'ETAT A LA FONCTION PUBLIQUE ET A LA REFORME ADMINISTRATIVE

Arrêtés des 20 février, 12 et 29 mars, 4, 5, 7, 12, 13, 16, 18, 19, 23, 25, 27 et 30 avril et 25 juin 1983 portant mouvement dans le corps des administrateurs.

Par arrêté du 20 février 1983, M. Smaïl Goumeziane est promu, hors-contingent, dans le corps des administrateurs, par avancement, au 2ème échelon, indice 345, à compter du 31 mars 1980 et conserve, à cette même date, un reliquat d'ancienneté de 1 mois.

Par arrêté du 12 mars 1983, M. Smaïl Ghellab est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 3 janvier 1982.

Par arrêté du 29 mars 1983, M. Yacine Lehamdi est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au secrétariat d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 29 mars 1983, M. Abderrahmane Chita est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 29 mars 1983, M. Fodhil Chebli est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de l'agriculture et de la révolution agraire, à compter du 30 mars 1981.

Par arrêté du 29 mars 1983, M. Mohamed Ouatas est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de la formation professionnelle, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 29 mars 1983, M. Abdelhamid Saïdani est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de la formation professionnelle, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 29 mars 1983, M. Hamdane Touafbia est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de la formation professionnelle, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 29 mars 1983, M. Habib Benachour est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de la formation professionnelle, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 29 mars 1983, M. Mohamed Salah Benhaddad est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de la formation professionnelle, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 29 mars 1983, M. Ramdane Hamlaoui est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de la formation professionnelle, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 29 mars 1983, Mlle Aïdja Belaroussi est nommée en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère de la formation professionnelle, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 29 mars 1983, Mlle Fouzia Roulamellah est nommée en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère de la formation professionnelle, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 4 avril 1983, Mlle Messaouda Bouzid est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 22 septembre 1982.

Par arrêté du 4 avril 1983, Mlle Cheherazade Marouf est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 16 septembre 1982.

Par arrêté du 4 avril 1983, M. Mouloud Mohamed Meziani est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 2 mai 1982.

Par arrêté du 4 avril 1983, M. Ahmed Moumen est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 10 novembre 1981.

Par arrêté du 4 avril 1983, Mlle Rabéah Ounnoughi est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 26 septembre 1982.

Par arrêté du 4 avril 1983, M. Moussa Kerroua est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère des transports et de la pêche, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 4 avril 1983, Mme Souad Mokdad est nommée en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère des industries légères, à compter du 17 novembre 1982.

Par arrêté du 4 avril 1983, Mlle Mariem Setofe est nommée en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère du travail, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 4 avril 1983, M. Rabah Touafek est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère des transports et de la pêche, à compter du 9 janvier 1983.

Par arrêté du 4 avril 1983, Mlle Abida Houdja est intégrée, titularisée et reclassée, au 31 décembre 1979, dans le corps des administrateurs.

L'intéressée sera rémunérée sur la base de l'indice 370 de l'échelle XIII, à compter du 1er janvier 1980 et conserve, à cette même date, un reliquat d'ancienneté de 1 mois et 28 jours.

La régularisation comptable ne peut avoir d'effet pécuniaire antérieur au 1er janvier 1980.

Par arrêté du 4 avril 1983, M. Abdelbaki Djebali est promu dans le corps des administrateurs, par avancement, au 9ème échelon, indice 520, à compter du 29 novembre 1980 et conserve, au 31 décembre 1980, un reliquat d'ancienneté de 1 mois.

Par arrêté du 4 avril 1983, M. Akli Touati est promu dans le corps des administrateurs, par avancement, au 8ème échelon, indice 495, à compter du 1er avril 1982 et conserve, au 31 décembre 1982, un reliquat d'ancienneté de 9 mois.

Par arrêté du 4 avril 1983, M. Ahmed Meddour est promu dans le corps des administrateurs, par avancement, au 7ème échelon, indice 470, à compter du 15 août 1982 et conserve, au 31 décembre 1982, un reliquat d'ancienneté de 5 mois et 16 jours.

Par arrêté du 5 avril 1983, Mlle Hassina Bandou est nommée en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère du travail, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 5 avril 1983, M. Laïd Belhaddad est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère du travail, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 5 avril 1983, M. Djamel Briedj est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère du travail, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 5 avril 1983, Mlle Nacira Hammam est nommée en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère de l'enseignement et de la recherche scientifique, à compter du 17 novembre 1982.

Par arrêté du 5 avril 1983, la démission présentée par M. Bouamrane Djahlat, administrateur stagiaire, est acceptée, à compter du 31 janvier 1983.

Par arrêté du 7 avril 1983, les dispositions de l'arrêté du 24 juin 1982 portant approbation du tableau d'avancement des administrateurs, au titre de l'année 1981, sont rapportées en ce qui concerne la situation administrative de M. Mohamed Belarbia, administrateur.

M. Mohamed Belarbia est reclassé, au 31 décembre 1979, au 9ème échelon, indice 520, avec effet du 2 novembre 1978 conformément au tableau annexé à l'original dudit arrêté.

Il conserve, à cette date, un reliquat d'ancienneté de 3 ans, 1 mois et 29 jours.

M. Mohamed Belarbia est rangé au 10ème échelon, indice 545 de l'échelle XIII, à compter du 2 novembre 1980.

Par arrêté du 7 avril 1983, Mme Desormeaux, née Zahia Lemdani, administrateur, est révoquée de ses fonctions, pour abandon de poste, à compter du 1er septembre 1977.

Par arrêté du 12 avril 1983, M. Abdenour Hilbouche est intégré en qualité d'administrateur stagiaire, dans le corps des administrateurs, indice 295 de l'échelle XIII, à compter du 1er juillet 1979.

La régularisation comptable ne peut avoir d'effet pécuniaire antérieur au 1er janvier 1980.

Par arrêté du 12 avril 1983, M. Ahmed Benchouk est promu dans le corps des administrateurs, par avancement, au 10ème échelon, indice 545, à compter du 1er juillet 1981.

Par arrêté du 12 avril 1983, M. Essaid Zagh est titularisé dans le corps des administrateurs et rangé au 3ème échelon, indice 370 de l'échelle XIII, à compter du 17 septembre 1979 et conserve, à cette même date, un reliquat d'ancienneté de 2 ans.

Par arrêté du 13 avril 1983, M. Abdelkader Abdelkamel est promu au grade d'administrateur stagiaire, à compter du 21 juin 1982 et affecté au ministère de l'intérieur.

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice 345 de l'échelle XI afférent au 6ème échelon de son corps d'origine.

Ladite nomination est prononcée, tous droits à bonification, au titre de membre de l'A.L.N. et de l'O.C.F.L.N. épuisés dans le corps d'origine.

Par arrêté du 13 avril 1983, M. Abdelkrim Amrouci est promu au grade d'administrateur stagiaire, à compter du 21 juin 1982 et affecté au ministère de l'intérieur.

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice 370 de l'échelle XI afférent au 7ème échelon de son corps d'origine.

Ladite nomination est prononcée, tous droits à bonification, au titre de membre de l'A.L.N. et de l'O.C.F.L.N. épuisés dans le corps d'origine.

Par arrêté du 13 avril 1983, M. Kaci Boucheta est promu au grade d'administrateur stagiaire, à compter du 21 juin 1982 et affecté au ministère de l'intérieur.

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice 345 de l'échelle XI afférent au 6ème échelon de son corps d'origine.

Ladite nomination, est prononcée, tous droits à bonification, au titre de membre de l'A.L.N. ou de l'O.C.F.L.N., épuisés dans son corps d'origine.

Par arrêté du 13 avril 1983, la démission présentée par M. Mohamed Abdellah, administrateur titulaire, est acceptée à compter du 3 janvier 1983.

Par arrêté du 13 avril 1983, la démission présentée par M. Réda Djelid, administrateur stagiaire, est acceptée, à compter du 28 février 1983.

Par arrêté du 13 avril 1983, M. Abdelghani Bouhnik est titularisé et reclassé, au 31 décembre 1979, dans le corps des administrateurs.

En application de l'article 11 du décret n° 79-205 du 10 novembre 1979, l'intéressé continuera à bénéficier du traitement calculé sur la base de l'indice 370 détenu dans sa situation de fonctionnaire contractuel.

Par arrêté du 13 avril 1983, les dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 29 mai 1982 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« M. Mohand Akli Hamadouche est titularisé et rangé au 2ème échelon du corps des administrateurs, indice 345 de l'échelle XIII, à compter du 5 octobre 1981, avec un reliquat d'ancienneté de 5 mois et 7 jours ».

Par arrêté du 13 avril 1983, M. Boualem Chelli administrateur, est révoqué de ses fonctions, pour abandon de poste, à compter du 26 juin 1982.

Par arrêté du 16 avril 1983, M. Ahmed Zoubir Saïdi est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice de 295 de l'échelle XIII et affecté à la Présidence de la République, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 18 avril 1983, M. Ali Raoul est promu au grade d'administrateur stagiaire, à compter du 21 juin 1982 et affecté au ministère des Moudjahidine.

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice 415 de l'échelle XI afférent au 9ème échelon de son corps d'origine.

Ladite nomination est prononcée, tous droits à bonification, au titre de membre de l'A.L.N. et O.C.F.L.N., épuisés dans le corps d'origine.

Par arrêté du 18 avril 1983, M. Madjid Ounnoughène est promu au grade d'administrateur stagiaire, à compter du 21 juin 1982 et affecté au ministère de la santé.

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice 415 de l'échelle XI afférent au 9ème échelon de son corps d'origine.

Ladite nomination est prononcée, tous droits à bonification, au titre de membre de l'A.L.N. et O.C.F.L.N., épuisés dans son corps d'origine.

Par arrêté du 18 avril 1983, la démission présentée par M. Lakhdar Bouyoucef, administrateur, est acceptée, à compter du 15 mai 1978.

Par arrêté du 19 avril 1983, M. Mahieddine Touaz est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er janvier 1981.

Par arrêté du 19 avril 1983, M. Rabah Benayache est titularisé dans le corps des administrateurs et rangé au 2ème échelon, indice 345 de l'échelle XIII, à compter du 1er novembre 1982 et conserve, à cette même date, un reliquat d'ancienneté de 6 mois.

Par arrêté du 19 avril 1983, M. Larbi Benchaïb est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 2 novembre 1981.

Par arrêté du 19 avril 1983, les dispositions de l'arrêté du 23 octobre 1982 portant nomination de M. Mansour Mouissi en qualité d'administrateur, sont rapportées.

Par arrêté du 19 avril 1983, les dispositions de l'arrêté du 23 octobre 1982 portant nomination de M. Farouk Koukdri en qualité d'administrateur, sont rapportées.

Par arrêté du 19 avril 1983, M. Hachem Dehbi est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de l'intérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 19 avril 1983, M. Boualem Souafi est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère du commerce, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 23 avril 1983, M. Mahmoud Zouaoui est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au secrétariat d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 23 avril 1983, M. Rachid Nedjlaoui est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au secrétariat d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 25 avril 1983, M. Mohamed Belkessa est titularisé dans le corps des administrateurs, au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er octobre 1981.

Par arrêté du 25 avril 1983, M. Nourredine Doudou est titularisé dans le corps des administrateurs et rangé au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 15 décembre 1980.

Par arrêté du 25 avril 1983, M. Djoudi Attoumi est titularisé dans le corps des administrateurs et rangé au 10ème échelon, indice 545 de l'échelle XIII, à compter du 18 avril 1977 et conserve, à cette même date, un reliquat d'ancienneté de 17 jours.

Par arrêté du 25 avril 1983, M. Delfallah Bouzada est titularisé dans le corps des administrateurs, au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 2 mai 1982.

Par arrêté du 25 avril 1983, Mme Hamani, née Baya Bendjebbour, est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 11 août 1982.

Par arrêté du 25 avril 1983, les dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 8 juin 1982 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« M. Ali Delhoum est rangé au 2ème échelon du corps des administrateurs, indice 345 de l'échelle XIII, à compter du 11 février 1982 et conserve, à cette même date, un reliquat d'ancienneté de 6 mois ».

Par arrêté du 25 avril 1983, les dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 16 décembre 1981 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« M. Mohamed Kamel Abed est rangé au 3ème échelon du corps des administrateurs, indice 370 de l'échelle XIII, à compter du 1er décembre 1980 et conserve, à cette même date, un reliquat d'ancienneté de 1 an et 6 mois ».

Par arrêté du 25 avril 1983, M. Zaïtri Mourad Kara est promu au grade d'administrateur stagiaire, à compter du 21 juin 1982 et affecté au ministère des moudjahidine.

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice 415 de l'échelle XI afférent au 9ème échelon de son corps d'origine.

Ladite nomination est prononcée, tous droits à bonification, au titre de membre de l'A.L.N. et de l'O.C.F.L.N. épuisés dans le corps d'origine.

Par arrêté du 25 avril 1983, la démission présentée par M. Mohamed Rabia Kheili, administrateur de 1er échelon, est acceptée, à compter du 31 décembre 1982.

Par arrêté du 25 avril 1983, la démission présentée par Mme Ait Amer, née Houria Nekka, administrateur, est acceptée, à compter du 5 février 1983.

Par arrêté du 25 avril 1983, la démission présentée par M. Ramdane Bensaid, administrateur stagiaire, est acceptée, à compter du 14 septembre 1982.

Par arrêté du 27 avril 1983, M. Mustapha Azib est intégré en qualité d'administrateur stagiaire, à compter du 8 novembre 1979 et affecté au ministère de la planification et de l'aménagement du territoire.

M. Mustapha Azib est muté, à compter du 1er décembre 1982, du ministère de la planification et de l'aménagement du territoire, au secrétariat d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative.

Par arrêté du 30 avril 1983, M. Abdellah Bouzennoun est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de l'enseignement et de la recherche scientifique, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 30 avril 1983, les dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 20 septembre 1981 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« M. Abdelhamid Bendaïkha est titularisé au 1er échelon du corps des administrateurs, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 4 avril 1982 et conserve, à cette même date, un reliquat d'ancienneté de 1 an ».

Par arrêté du 30 avril 1983, M. Abdelaziz Alt Messaoud est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 23 juin 1974 et conserve, à cette même date, un reliquat d'ancienneté de 9 mois.

Par arrêté du 25 juin 1983, M. Allal Chanane est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté à la Présidence de la République, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

COUR DES COMPTES

Décision du 6 septembre 1983 portant organisation et ouverture d'un examen professionnel pour le recrutement de vérificateurs financiers à la Cour des comptes.

Le Président de la Cour des comptes et

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par la Cour des comptes ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 71-2 du 20 janvier 1971 portant extension de l'ordonnance n° 68-92 du 26 avril 1968 rendant obligatoire, pour les fonctionnaires et assimilés, la connaissance de la langue nationale ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966, modifié, relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-146 du 2 juin 1966 relatif à l'accès aux emplois publics et au reclassement des membres de l'A.L.N. et de l'O.C.F.L.N. ;

Vu le décret n° 66-151 du 2 juin 1966, modifié, fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 71-43 du 28 janvier 1971 relatif au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics, complété par l'article 2 du décret n° 76-133 du 23 octobre 1976 fixant certaines dispositions applicables aux membres de l'A.L.N. et de l'O.C.F.L.N. pour l'accès aux corps des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 81-115 du 6 juin 1981 portant réaménagement de certaines règles relatives au recrutement des fonctionnaires et agents publics ;

Vu le décret n° 81-313 du 21 novembre 1981 portant statut particulier des vérificateurs financiers de la Cour des comptes et notamment ses articles 4, 2° et 11, 2°) ;

Décident :

Article 1er. — En application des articles 4, (2°) et 11, (2°) du décret n° 81-313 du 21 novembre 1981 susvisé, il est organisé un examen professionnel pour l'accès au corps des vérificateurs financiers de la Cour des comptes.

Art. 2. — L'examen professionnel aura lieu au siège de la Cour des comptes, 19, rue Rabah Midat, Alger, deux (2) mois après la date de publication de la présente décision au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 3. — Le nombre de postes à pourvoir est fixé à quinze (15).

Art. 4. — L'examen professionnel est ouvert :

— aux candidats âgés de 40 ans, au plus, au 1er janvier de l'année de l'examen professionnel, titulaires de l'un des diplômes suivants :

- * brevet professionnel comptable,
- * brevet professionnel des banques ou des assurances,
- * baccalauréat technique (option comptable),

— aux candidats possédant tout titre ou diplôme reconnu équivalent aux diplômes précités et ayant exercé pendant huit (8) années dans une direction financière ou comptable ou dans un service d'inspection ou de contrôle relevant d'une entreprise socialiste ou d'une administration publique.

Art. 5. — Les dossiers de candidature, à faire parvenir à la Cour des comptes, devront comprendre :

- a) - une demande manuscrite, signée par le candidat,
- b) - une fiche individuelle ou une fiche familiale d'état civil datant de moins d'un (1) an,
- c) - un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 3), datant de moins de trois (3) mois,
- d) - un certificat de nationalité,
- e) - deux certificats médicaux (médecine générale et phthisiologie) datant de moins de trois (3) mois,
- f) - une copie certifiée conforme à l'original du diplôme exigé,
- g) une attestation d'emploi justifiant que le candidat a exercé pendant la durée requise à l'article 4 du décret n° 81-313 du 21 novembre 1981 susvisé,
- h) - une attestation justifiant la position du candidat vis-à-vis du service national,

1) - éventuellement, un extrait du registre des membres de l'A.L.N. et de l'O.C.F.L.N..

Toutefois, les pièces spécifiées aux alinéas c, d, e et h ne sont exigibles qu'après la publication des résultats de l'examen professionnel.

Art. 6. — Le registre des inscriptions, ouvert à la direction des services administratifs de la Cour des comptes, sera clos un (1) mois après la publication de la présente décision au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 7. — La liste des candidats admis à participer à l'examen professionnel et celle des candidats ayant été déclarés définitivement admis par le jury d'examen seront arrêtées et publiées par le président de la Cour des comptes.

Art. 8. — Le jury prévu à l'article 7 ci-dessus est composé comme suit :

- un président de chambre, président,
- le directeur du département « Analyses et systèmes »,
- le directeur des services administratifs,
- un représentant du secrétariat d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,
- deux magistrats choisis pour leurs compétences en matière économique, financière et comptable.

Art. 9. — L'examen professionnel comporte trois (3) épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Art. 10. — Les épreuves écrites d'admissibilité consistent en :

- une épreuve de culture générale portant, au choix du candidat, sur l'un des trois (3) sujets à caractère politique, économique ou social.

Durée 3 heures - coefficient 3.

- une épreuve théorique ou pratique portant sur l'une des trois matières suivantes, au choix du candidat :

* comptabilité commerciale et analyse financière de l'entreprise,

* techniques bancaires et d'assurance,

* comptabilité et finances publiques.

Durée 4 heures - coefficient 5.

- une épreuve de droit public.

Durée 3 heures - coefficient 3,

- une épreuve du niveau de 1ère année secondaire en langue nationale ou en langue française selon que les candidats auront composé dans les premières épreuves écrites ci-dessus, respectivement en langue française ou en langue nationale.

Durée : 2 heures - coefficient : 2.

Art. 11. — Les programmes des première et deuxième épreuves écrites sont annexés à la présente décision.

Art. 12. — L'épreuve orale consiste en un entretien, avec le jury, sur un sujet tiré au sort et relatif aux domaines de l'organisation, de la gestion, du contrôle ou de toute autre activité ressortissant des compétences de la Cour des comptes.

Durée 30 mn - coefficient 2.

Art. 13. — Pour l'appréciation des épreuves écrites, il sera fait appel à la double correction.

Lorsque la différence des deux notes est égale ou supérieure à 4, une nouvelle correction aura lieu par un autre examinateur.

Toute note égale ou inférieure à 5/20 de moyenne est éliminatoire.

Art. 14. — Seuls pourront prendre part à l'épreuve orale, les candidats qui auront obtenu une moyenne générale de 10/20 aux épreuves écrites.

A l'issue des épreuves écrites et orale, les candidats seront classés par ordre de mérite.

La liste d'admission définitive est fixée par le jury d'examen.

Art. 15. — Tout candidat admis à l'examen et en ayant reçu notification, doit rejoindre son poste dans un délai maximal de deux (2) mois. Passé ce délai et sauf cas de force majeure, le candidat qui n'aura pas pris ses fonctions, perdra le bénéfice de cet examen professionnel.

Art. 16. — Une bonification d'un vingtième (1/20ème) des points est accordée aux candidats ayant la qualité de membre de l'A.L.N. ou de l'O.C.F.L.N. conformément au décret n° 66-146 du 2 juin 1966 susvisé.

Art. 17. — Les candidats déclarés définitivement admis à l'examen professionnel seront nommés en qualité de vérificateurs stagiaires et affectés en fonction des besoins du service.

Art. 18. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 septembre 1983.

Le président de la Cour
des comptes,

P. le secrétaire d'Etat
à la fonction publique
et à la réforme
administrative,

Le secrétaire général,

Zitouni MESSAOUDI

Khalfa MAMMERI

ANNEXE I

EPREUVE DE CULTURE GENERALE

L'organisation et le fonctionnement de l'économie nationale.

1) - Organisation structurelle de l'économie nationale :

- * systèmes et structures de l'économie nationale,
 - * aperçu sur les mécanismes et les aspects méthodologiques de la planification,
 - * l'organisation financière et bancaire.
- 2) - L'évolution actuelle de la gestion économique :**
- * la gestion socialiste des entreprises,
 - * l'organisation et la restructuration du secteur industriel et commercial,
 - * l'organisation et la gestion du secteur agricole après la mise en œuvre de la révolution agraire.

ANNEXE II

EPREUVE PRATIQUE (AU CHOIX)

A) - Comptabilité commerciale et analyse financière.

- 1. - Comptabilité générale et gestion financière :**
- a) - principes et concepts du plan comptable national,
 - b) - principes comptables retenus,
 - c) - innovations majeures - d'ordre technique, d'ordre conceptionnel,
 - d) - l'apport du P.C.N. aux opérations de contrôle.
- 2. - Technique comptable approfondie :**
- a) - Etude approfondie et fonctionnement des principaux comptes concernant :
 - * les fonds propres,
 - * les investissements,
 - * les stocks,
 - * les créances et les dettes,
 - * les charges et les produits,
 - * les résultats.
 - b) - Les travaux de fin d'exercice :
 - * écritures d'inventaire (amortissements, résorption, provisions),
 - * régularisation des charges et des produits des différences d'inventaire et des opérations diverses,
 - * détermination des résultats.
 - c) - Les tableaux de synthèse :
 - * leur élaboration,
 - * leur utilisation.
- 3. - La comptabilité des opérations particulières :**
- a) - les subventions d'investissements,
 - b) - les écarts de réévaluation,
 - c) - les plus-values de cession à réinvestir,
 - d) - les cessions inter-unités.

4. - Eléments de comptabilité spéciale :

- consolidation et cumul des bilans,
- spécificités de l'organisation et la gestion des comptes dans le secteur financier (plans comptables particuliers des institutions bancaires et des entreprises d'assurances).

II. 5. - Analyse financière :

- 1) - étude du bilan et des comptes des résultats,
- 2) - études des variations de la situation nette du fonds de roulement et de la trésorerie,
- 3) - CASH FLOW et autofinancement,
- 4) - établissement et utilisation des principaux ratios de structure et de gestion.

B) - Techniques bancaires et d'assurance :

* Techniques bancaires :

- 1) - la monnaie,
- 2) - le crédit,
 2. 1. - système bancaire algérien,
 2. 2. - orientation de l'économie par le crédit,
 2. 3. - l'organisation d'une banque primaire,
- 3) - les établissements de crédit spécialisés,
- 4) - notions sur la législation financière : le budget de l'Etat,
- 5) - les échanges économiques internationaux,
- 6) - le change,
- 7) - le commerce international.

* Techniques d'assurances.

- 1) - Organisation et réglementation de l'assurance :
 1. 1. - historique de l'assurance,
 1. 2. - théorie de l'assurance,
 1. 3. - le contrat d'assurance,
 1. 4. - réglementation concernant l'entreprise d'assurances,
 1. 5. - l'organisation d'une entreprise d'assurances,
 1. 6. - l'industrie et l'assurance dans l'économie,
 1. 7. - l'organisation de l'assurance en Algérie.
- 2) - Gestion de l'assurance :
 2. 1. - accidents et risques divers,
 2. 2. - incendie,
 2. 3. - transports,
 2. 4. - vie,
 2. 5. - réassurance.

C - Comptabilité et finances publiques.

1) - Comptabilité publique :

- * le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion du comptable, distinction, rôles réciproques du gestionnaire et du comptable public,

* les différentes phases de la dépense publique, les agents chargés de son exécution et les caractéristiques s'attachant à chacune de ces phases,

* obligations et responsabilités des comptables publics aux termes des dispositions du décret du 14 octobre 1965,

* la régie de dépenses : règle de création de fonctionnement et d'apurement,

* la gestion de fait : détermination et conséquences.

2) - Finances publiques.

2. 1. - Cadre législatif et technique du budget :

* principes fondamentaux : équilibre, unité, universalité et annualité budgétaire,

* le budget général, les budgets annexes et les budgets autonomes,

* les comptes spéciaux du trésor.

2. 2. - L'établissement et l'exécution des lois de finances :

* préparation et vote des lois de finances,

* les différentes catégories de recettes et de dépenses ; les opérations de trésorerie,

* les opérations d'exécution, délais et opérations administratives et comptables d'exécution des dépenses et des recettes.

2. 3. - Le contrôle des finances publiques :

* les contrôles internes de l'administration en matière de passation et d'exécution des marchés publics,

* les contrôles du ministère des finances : interventions des comptables publics et des corps de contrôle ou d'inspection,

* les contrôles de la Cour des comptes et la mise en jeu de la responsabilité pécuniaire des agents,

* les lois de règlement budgétaire et le contrôle de l'Assemblée populaire nationale.